

GOU-
VER-
NAN-
CE



Gouvernement d'entreprise

•

UN PAYS / UNE ACTION 136

Jamaïque

InPulse

Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise 138

5.1 Code de gouvernement d'entreprise 139

5.2 Direction de la Société 140

5.2.1 Direction Générale : la Gérance 140

5.2.2 Comité de Direction Groupe 142

5.2.3 Mixité des instances dirigeantes 142

5.3 Conseil de Surveillance 143

5.3.1 Présentation 143

5.3.2 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance 151

5.4 Rémunérations des mandataires sociaux 156

5.4.1 Principes de la politique de rémunération des mandataires sociaux 156

5.4.2 Politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2021 157

5.4.3 Politique de rémunération du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2021 160

5.4.4 Éléments de la rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020 aux mandataires sociaux 160

5.5 Éléments complémentaires 172

Un pays...

JAMAÏQUE



Valoriser et professionna- liser la jeunesse jamaïcaine à travers la pratique des arts visuels



Champs
de canne à sucre,
Jamaïque

... une action

INPULSE

Le programme *InPulse* est entrepris en 2015 par Rubis Mécénat en collaboration avec Rubis Energy Jamaica, filiale jamaïcaine du groupe Rubis, au sein de la communauté volatile de Dunoon Park, à Kingston-est. Il vise à valoriser la jeunesse jamaïcaine et à améliorer l'environnement et les vies de jeunes adultes provenant des communautés locales à travers la pratique des arts visuels comme moyen d'expression positif. Plateforme créative et programme de développement de compétences de vie, *InPulse* propose des ateliers d'arts visuels dirigés par des artistes locaux et internationaux et un enseignement de remise à niveau général. Le programme initie aussi les participants au marché de l'art et à ses acteurs. Chaque année, il attribue des bourses d'études aux étudiants les plus prometteurs pour poursuivre leurs études supérieures dans les arts à Kingston.

À travers la formation à la pratique des arts visuels, *InPulse* aspire depuis six ans à promouvoir de manière durable le développement des jeunes des communautés locales en leur offrant de nouvelles perspectives et en leur donnant des clés pour pouvoir évoluer dans un environnement urbain enclin à l'instabilité et à la précarité. En donnant accès aux jeunes artistes du programme à un réseau de professionnels enrichi

d'acteurs culturels des Caraïbes, *InPulse* favorise également les échanges avec des artistes et des institutions culturelles de la région.

« Ce programme est nécessaire en Jamaïque. Ce que j'admire en particulier, outre les opportunités qu'il apporte, c'est la façon dont il introduit très tôt ses participants aux pratiques professionnelles. Ce sont des outils dont manquent souvent les jeunes artistes. »

Veerle Poupeye,
historienne
et critique d'art jamaïcaine

DEPUIS 2015,

PRÈS DE **50**
BÉNÉFICIAIRES ÂGÉS DE 15 À 30 ANS

10 BOURSES D'ÉTUDES
OCTROYÉES

PRÈS DE **10** EXPOSITIONS,
RÉSIDENCES ET ÉVÉNEMENTS
CULTURELS ORGANISÉS EN
JAMAÏQUE ET DANS LES CARAÏBES



© Akiem2

InPulse Arts Festival, Kingston, Jamaïque, 2019.

Rubis en Jamaïque

112
COLLABORATEURS
DONT 51 % DE FEMMES

2013
DATE D'IMPLANTATION
DU GROUPE



N° 2
DU MARCHÉ

169 600
M³ DE CARBURANTS DISTRIBUÉS
EN 2020

48
STATIONS-SERVICE
SOUS LA MARQUE RUBIS

Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise

(établi en application de l'article L. 22-10-78 du Code de commerce)

Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise a été établi, en application de l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, par le Conseil de Surveillance qui l'a approuvé au cours de sa séance du 11 mars 2021. Ce rapport est joint au rapport de gestion.

Pour sa rédaction, le Conseil de Surveillance a bénéficié des informations et documents obtenus du Comité des Comptes et des Risques et du Comité des Rémunérations et des Nominations, des échanges avec la Gérance et les Directions Financière, Juridique, Consolidation et Comptabilité de Rubis et du concours de la Secrétaire du Conseil de Rubis.

5.1

Code de gouvernement d'entreprise

La Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées actualisé par l'Afep et le Medef en janvier 2020 (ci-après le « Code Afep-Medef »). Ce code est disponible sur les sites de la Société (www.rubis.fr), de l'Afep (www.afep.com) et du Medef (www.medef.com).

La Société s'efforce depuis toujours de respecter les recommandations du Code Afep-Medef dans la limite des spécificités liées à sa forme juridique de Société en Commandite par Actions et des dispositions statutaires propres qui en résultent.

Les recommandations qui n'ont pas été intégralement suivies au cours de l'année 2020 et les explications apportées par la Société figurent dans le tableau ci-dessous.

Recommandations du Code Afep-Medef écartées	Explications
<i>Il est recommandé d'organiser chaque année au moins une réunion [du Conseil de Surveillance] hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs</i> (recommandation 11.3)	La mission du Conseil de Surveillance résultant de la forme sous laquelle la Société est constituée (Société en Commandite par Actions) diffère, par la loi, de celles d'un conseil d'administration de société anonyme. L'article L. 226-9 du Code de commerce dispose que le Conseil de Surveillance d'une Société en Commandite par Actions assume en effet le contrôle permanent de la gestion de la Société. Contrairement à un conseil d'administration de société anonyme, le Conseil de Surveillance ne doit pas intervenir dans la gestion et l'administration de la Société. La Société a, par conséquent, estimé qu'il était plus adapté, en raison de sa forme de Société en Commandite par Actions, que cette recommandation soit respectée au niveau du Comité des Comptes et des Risques.
<i>Le Comité des nominations (...) établit un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux (...)</i> (recommandation 17.2.2)	Le Comité des Rémunérations et des Nominations n'établit pas le plan de succession de la Gérance dans la mesure où, dans les Sociétés en Commandite par Actions, cette responsabilité incombe aux associés commandités. Toutefois, le Conseil de Surveillance et le Comité des Rémunérations et des Nominations sont régulièrement tenus informés par le Collège de la Gérance du déroulement de ce plan de succession.

5.2

Direction de la Société

5.2.1 Direction Générale : la Gérance

COMPOSITION

La Direction Générale de la Société est assurée par la Gérance (ou « Collège de la Gérance »). Elle est composée de quatre Gérants : M. Gilles Gobin et les sociétés Sorgema, Agena et GR Partenaires. À l'exclusion d'Agena, les Gérants ont la qualité d'associés commandités et sont donc, à ce titre, responsables indéfiniment et solidairement des dettes de la Société sur leurs biens personnels. Cette spécificité, résultant de

la forme de Société en Commandite par Actions sous laquelle la Société est constituée, apporte aux actionnaires la garantie d'une extrême vigilance dans la gestion et l'administration de la Société (notamment à l'égard de la maîtrise des risques).

M. Gilles Gobin est Gérant statutaire. Les sociétés Sorgema, Agena et GR Partenaires

sont Gérantes non statutaires. M. Jacques Riou est le représentant légal d'Agena.

Au 31 décembre 2020, les Gérants, en leur qualité directe et indirecte d'associés commandités, détenaient 2 293 997 actions de la Société (représentant environ 2,21 % du capital social).

PROFIL ET LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DES GÉRANTS (AU 31 DÉCEMBRE 2020)

M. GILLES GOBIN

<p>Né le 11 juin 1950</p> <p>ADRESSE PROFESSIONNELLE Rubis 46, rue Boissière 75116 Paris</p> <p>NOMBRE D' ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 177 782</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE Fondateur du Groupe en 1990. M. Gilles Gobin est diplômé de l'Essec et Docteur en Économie. Il entre au Crédit Commercial de France en 1977 et devient membre du Comité Exécutif en 1986 en charge du <i>Corporate Finance</i>. Il quitte la banque en 1989 pour fonder Rubis en 1990.</p> <p>ÉTAT DU MANDAT AU SEIN DE RUBIS Gérant statutaire et associé commandité depuis la création de Rubis.</p> <table border="1"> <tr> <th data-bbox="523 1344 1002 1523">AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE</th><th data-bbox="1002 1344 1471 1523">AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE</th></tr> <tr> <td data-bbox="523 1411 1002 1523"> Gérant de : <ul style="list-style-type: none"> • Sorgema ; • Magerco ; • Thornton. </td><td data-bbox="1002 1411 1471 1523">Néant</td></tr> </table>	AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE	Gérant de : <ul style="list-style-type: none"> • Sorgema ; • Magerco ; • Thornton. 	Néant
AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE				
Gérant de : <ul style="list-style-type: none"> • Sorgema ; • Magerco ; • Thornton. 	Néant				

SORGEMA

<p>SARL au capital de 15 487,50 euros</p> <p>ACTIONNARIAT Groupe familial Gobin</p> <p>GÉRANT M. Gilles Gobin</p> <p>SIÈGE SOCIAL 34, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris</p> <p>NOMBRE D' ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 1 173 269</p>	<p>ÉTAT DU MANDAT AU SEIN DE RUBIS Société Gérante et associée commanditée depuis le 30 juin 1992.</p> <table border="1"> <tr> <th data-bbox="523 1724 1002 2011">AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE</th><th data-bbox="1002 1724 1471 2011">AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE</th></tr> <tr> <td data-bbox="523 1769 1002 2011">Néant</td><td data-bbox="1002 1769 1471 2011">Néant</td></tr> </table>	AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE	Néant	Néant
AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE				
Néant	Néant				

AGENA

<p>SAS au capital de 10 148 euros</p> <p>ACTIONNARIAT Groupe familial Riou</p> <p>PRÉSIDENT M. Jacques Riou</p> <p>SIÈGE SOCIAL 20, avenue du Château 92190 Meudon</p> <p>NOMBRE D' ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 942 946</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE M. Jacques Riou est diplômé d'HEC et en Sciences Économiques. Avant de rejoindre M. Gilles Gobin en 1990 pour créer Rubis, il a exercé différents métiers au sein de BNP Paribas et de la Banque Vernes et Commerciale de Paris, ainsi que de la société d'investissement Euris.</p> <p>ÉTAT DU MANDAT AU SEIN DE RUBIS Société Gérante depuis le 30 novembre 1992.</p> <p>AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE Néant</p>	<p>AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE Néant</p>
---	--	---

GR PARTENAIRES

<p>Société en commandite simple au capital de 4 500 euros</p> <p>ACTIONNARIAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commandités : sociétés du groupe familial Gobin et M. Jacques Riou • Commanditaire : Agena et groupe familial Riou <p>GÉRANTS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Société Magerco, représentée par M. Gilles Gobin • Société Agane, représentée par M. Jacques Riou <p>SIÈGE SOCIAL 46, rue Boissière 75116 Paris</p> <p>NOMBRE D' ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 0</p>	<p>ÉTAT DU MANDAT AU SEIN DE RUBIS Société associée commanditée depuis le 20 juin 1997 et Gérante depuis le 10 mars 2005.</p> <p>AUTRES PRINCIPAUX MANDATS AU SEIN DU GROUPE Néant</p>	<p>AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE Néant</p>
--	--	---

POUVOIRS DE LA GÉRANCE

Les Gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la Société. Conformément aux dispositions légales, ils gèrent la Société en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Ils représentent et engagent la Société dans ses rapports avec les tiers dans les limites de son objet social et dans le respect des missions attribuées par la loi au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Ainsi, les Gérants de Rubis SCA prennent, pour la Société et sa filiale tête de branche Rubis Énergie (détenue à 100 %), les décisions suivantes :

- élaboration de la stratégie ;
- animation du développement, du contrôle ainsi que de la gestion des risques ;
- arrêté des comptes sociaux et consolidés du Groupe ;

- arrêté des principales décisions de gestion qui en découlent avec les Directions Générales des filiales et contrôle de leur mise en œuvre tant au niveau de la société mère qu'au niveau des filiales.

Dans l'exercice de leur pouvoir de Direction, les Gérants s'appuient sur les dirigeants de Rubis Énergie ainsi que sur les responsables des filiales opérationnelles de cette dernière.

Par ailleurs, conjointement avec Cube Storage Europe HoldCo Ltd, les Gérants assurent la Direction de leur filiale conjointe, RT Invest (détenue à 55 % par Rubis SCA), en s'appuyant sur les dirigeants et les responsables des filiales opérationnelles de cette dernière.

RÉUNIONS ET TRAVAUX DE LA GÉRANCE EN 2020

En 2020, le Collège de la Gérance s'est réuni 25 fois. Ces réunions ont principalement porté sur les sujets suivants :

- approbation des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels ;

- autorisation pour la signature de conventions d'ouvertures de crédits conclues avec des établissements financiers ;
- convocation aux Assemblées Générales du 11 juin et du 9 décembre 2020 et fixation des ordres du jour respectifs ;
- décision de constituer un Comité de Direction Groupe ;
- décision de lever l'option d'achat consentie à Rubis SCA par Cube Storage Europe HoldCo Ltd (fonds détenu par I Squared Capital) dans le cadre de la cession de 45 % de Rubis Terminal ;
- autorisation de signature du *Share Purchase Agreement* à la suite de la levée de cette option d'achat ;
- diverses autorisations consécutives à la cession par Rubis SCA de 45 % de sa participation dans Rubis Terminal ;
- diverses autorisations dans le cadre du financement de l'acquisition des actions Tepsa ;

- mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions de performance et d'un plan d'attribution d'options de souscription d'actions ;
- mise en place d'une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe ;
- constatation des augmentations de capital issues des souscriptions des salariés à l'augmentation de capital qui leur était réservée, du réinvestissement du dividende en actions par les actionnaires, de la création d'actions de préférence et de la conversion d'actions de préférence en actions ordinaires.

PLAN DE SUCCESSION

Le Collège de la Gérance étant composé de quatre membres, dont trois personnes morales, la continuité de la Direction Générale est assurée.

Par ailleurs, les articles 20 et 21 des statuts de la Société disposent que la nomination de tout nouveau Gérant relève de la compétence des associés commandités et, lorsque le candidat n'est pas associé commandité, de l'Assemblée Générale (en sa forme ordinaire) des actionnaires. Les Gérants non statutaires sont soumis à une limite d'âge fixée à 75 ans (applicable au représentant légal de tout Gérant personne morale), sauf prorogation relevant du pouvoir exclusif des associés commandités. Le Gérant statutaire exerce ses fonctions sans limitation de durée.

Dans ce cadre, les associés commandités ont organisé depuis plusieurs années un plan de succession du Collège de la Gérance qui respecte le caractère entrepreneurial et familial de la Société. Des mesures ont été prises afin d'assurer une succession dans des conditions optimales. En particulier, une formation solide et sur le long terme des futurs candidats à la Gérance est mise en place au sein des filiales afin qu'ils acquièrent une parfaite connaissance du Groupe, de ses activités et de son environnement.

Le Conseil de Surveillance et le Comité des Rémunérations et des Nominations sont tenus informés par le Collège de la Gérance du déroulement de ce plan de succession.

5.2.2 Comité de Direction Groupe

La Société a mis en place, au cours du premier trimestre 2021, un Comité de Direction Groupe. Celui-ci rassemble, autour de MM. Gilles Gobin et Jacques Riou, le Directeur Général Finance, M. Bruno Krief, la Directrice Générale Déléguée, Mme Clarisse Gobin-Swiecznik, la Secrétaire Générale Groupe, Mme Maura Tartaglia, et la

Directrice de la Consolidation et de la Comptabilité, Mme Anne Zentar.

Le Comité assiste la Gérance dans l'exercice de ses missions générales : il formalise et coordonne les différentes actions et politiques menées par la Gérance en liaison avec les filiales. Cette

instance favorise, en outre, les échanges sur les sujets d'actualité du Groupe (en matière notamment de traitement de l'information financière, de RSE, de conformité et de gouvernance).

5.2.3 Mixité des instances dirigeantes

Au 11 mars 2021, le Comité de Direction Groupe est composé à 50 % de femmes. Afin de se conformer aux dispositions de l'article L. 22-10-10 du Code de commerce et aux attentes des investisseurs, le Collège de la Gérance a fixé comme objectif pour 2025 de maintenir la proportion de représentants de chaque genre à au moins 30 % du Comité de Direction Groupe.

Rubis Énergie s'est engagée, au cours de l'exercice clos, à atteindre une proportion de 30 % de femmes en moyenne en 2025 au sein de ses Comités de Direction.

Par ailleurs, au 31 décembre 2020, 23,6 % des postes à plus forte responsabilité (managers) et 33,1 % des postes à forte responsabilité (managers et cadres) au sein du Groupe

étaient occupés par des femmes (contre, respectivement, 24,5 % et 31,1 % au 31 décembre 2019), alors que les femmes représentaient 25,3 % de la masse salariale totale (contre 25,7 % au 31 décembre 2019).

5.3

Conseil de Surveillance

5.3.1 Présentation

COMPOSITION

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée ne pouvant excéder trois ans. Les associés commandités ne peuvent participer à ces nominations. Les associés commandités et les Gérants ne peuvent être membres du Conseil de Surveillance. Aucun membre du Conseil de Surveillance n'exerce ou n'a exercé de fonction exécutive au sein du Groupe. Les seuils fixés par l'article L. 225-79-2 du Code de commerce n'étant pas atteints, le Conseil de Surveillance ne comprend aucun représentant des salariés.

Le Conseil de Surveillance nomme son Président parmi ses membres. Ce dernier prépare, organise et anime les travaux du Conseil de Surveillance.

Le renouvellement du Conseil de Surveillance s'effectue sur une base d'environ un tiers des membres tous les ans.

Les statuts fixent la limite d'âge à 75 ans. Si le nombre de membres du Conseil de Surveillance âgés de plus de 70 ans excède le tiers des membres, le membre âgé de 75 ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la prochaine Assemblée Générale (en sa forme ordinaire).

Les statuts disposent que chaque membre du Conseil de Surveillance est tenu de détenir un minimum de 100 actions de la Société. Le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance complète cette disposition en précisant que chaque membre du Conseil de Surveillance doit allouer la moitié de la rémunération qu'il perçoit à l'acquisition d'actions Rubis jusqu'à en détenir 250. Au 31 décembre 2020, les membres du

Conseil de Surveillance détenaient 136 460 actions de la Société (représentant environ 0,13 % du capital social).

Au cours de l'exercice clos, le renouvellement du mandat de M. Olivier Heckenroth a été approuvé par l'Assemblée Générale du 11 juin 2020 et les mandats de MM. Christian Moretti et Alexandre Picciotto, qui venaient à expiration à l'issue de cette même Assemblée, ont pris fin.

Au 11 mars 2021, le Conseil de Surveillance était composé de neuf membres dont cinq femmes (55,55 %) et cinq membres indépendants (55,55 %).

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DES COMITÉS (AU 11 MARS 2021)

Nom	Âge	Sexe	Date de première nomination	Échéance du mandat actuel	Ancienneté au Conseil	Indépendance	Participation au Comité des Comptes et des Risques	Participation au Comité des Rémunérations et des Nominations
Olivier Heckenroth <i>Président du Conseil de Surveillance</i>	69 ans	H	15/06/1995	AG 2023	25 ans		●	●
Hervé Claquin	71 ans	H	14/06/2007	AG 2021	13 ans		●	
Marie-Hélène Dessailly	72 ans	F	09/06/2016	AG 2022	4 ans	●	●	
Carole Fiquemont	55 ans	F	11/06/2019	AG 2022	2 ans	●		
Aurélié Goulart-Lechevalier	39 ans	F	11/06/2019	AG 2022	2 ans			
Laure Grimonpret-Tahon	39 ans	F	05/06/2015	AG 2021	5 ans	●		●
Marc-Olivier Laurent	69 ans	H	11/06/2019	AG 2022	2 ans	●	●	
Chantal Mazzacurati	70 ans	F	10/06/2010	AG 2022	10 ans	●	Présidente	Présidente
Erik Pointillart	68 ans	H	24/03/2003	AG 2021	17 ans			●
	Moyenne : 61 ans	55,55 % Femmes 44,45 % Hommes			Moyenne : 9 ans	Taux d'indépendance : 55,55 %	Taux d'indépendance : 60 %	Taux d'indépendance : 50 %

MANDATS VENANT À ÉCHÉANCE EN 2021, RENOUVELLEMENTS ET NOMINATION

Les mandats de Mme Laure Grimonpret-Tahon, et de MM. Hervé Claquin et Erik Pointillart arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale 2021. Le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021, sur avis favorable du Comité des Rémunérations et des Nominations, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale 2021 le renouvellement de leurs mandats, ainsi que la

nomination de M. Nils Christian Bergene en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance, après avoir pris connaissance des travaux et de l'avis favorable du Comité des Rémunérations et des Nominations, a considéré que Mme Laure Grimonpret-Tahon et M. Nils Christian Bergene répondaient aux critères d'indépendance fixés par la Société et devaient être, par conséquent, qualifiés d'indépendants.

Ainsi, à l'issue de l'Assemblée Générale 2021, sous réserve du renouvellement des mandats de Mme Laure Grimonpret-Tahon, M. Hervé Claquin et M. Erik Pointillart et de la nomination de M. Nils Christian Bergene, le Conseil de Surveillance sera composé de 10 membres dont cinq femmes (50 %) et six indépendants (60 %). Un membre du Conseil de Surveillance sera de nationalité étrangère (10 %).

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ENTRE LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 11 JUIN 2020 ET DU 10 JUIN 2021

(Sous réserve du renouvellement des mandats de Mme Laure Grimonpret-Tahon, M. Hervé Claquin et M. Erik Pointillart et de la nomination de M. Nils Christian Bergene)

	À l'issue de l'AG du	Départ	Nomination	Renouvellement
Conseil de Surveillance	11 juin 2020	M. Christian Moretti (expiration du mandat) M. Alexandre Picciotto (expiration du mandat)	-	M. Olivier Heckenroth
	10 juin 2021	-	M. Nils Christian Bergene*	Mme Laure Grimonpret-Tahon* M. Hervé Claquin M. Erik Pointillart

* Membre du Conseil de Surveillance indépendant.

PROFIL ET LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (AU 31 DÉCEMBRE 2020)

M. OLIVIER HECKENROTH

Président du Conseil de Surveillance
Membre du Comité des Comptes et des Risques
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations
Membre non indépendant
Né le 10 décembre 1951
Nationalité française

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Président de Heckol Ltd

ADRESSE PROFESSIONNELLE

c/o Rubis
46, rue Boissière
75116 Paris

NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020

7 664

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

Titulaire d'une maîtrise de Droit et de Sciences politiques et d'une licence d'Histoire, M. Olivier Heckenroth a débuté sa carrière en 1977 au sein de la Société Commerciale d'Affrètement et de Combustibles (SCAC). Il a été successivement chargé de mission au Service d'Information et de Diffusion du Premier ministre (1980-1981) puis au ministère de la Défense (1981-1987). En 1987, il est nommé Président-Directeur Général de HV International puis Président (2002-2004) et Président-Directeur Général de HR Gestion (2004-2007). M. Olivier Heckenroth a été, à partir de 2004, Associé-Gérant de SFHR, agréée Banque en 2006, puis Banque Hottinguer en 2012. De 2013 à 2019, il a été membre du directoire et Directeur Général de la Banque Hottinguer. Il est par ailleurs ancien auditeur de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS

Date de 1^{re} nomination : 15 juin 1995.

Date de dernier renouvellement : 11 juin 2020.

Fin de mandat : AG 2023 statuant sur l'exercice 2022.

LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Mandats en cours

En France

Sociétés cotées :

Néant

Sociétés non cotées :

- Administrateur des Sicav HR Monétaire, Larco Investissements et Ariel.

À l'étranger

Néant

Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Administrateur de HR Courtage ;
- Représentant de la Banque Hottinguer au Conseil d'Administration de Sicav Stema ;
- Président du Comité d'Audit de la Banque Hottinguer ;
- Administrateur de MM. Hottinguer & Cie Gestion Privée (société contrôlée par la Banque Hottinguer) ;
- Représentant de la Banque Hottinguer au Conseil d'Administration de HR Patrimoine Monde et HR Patrimoine Europe ;
- Administrateur de Bolux (Sicav cotée au Luxembourg) ;
- Membre du Conseil de Surveillance de la Banque Hottinguer.

M. HERVÉ CLAQUIN

Membre du Comité des Comptes et des Risques

Membre non indépendant

Né le 24 mars 1949

Nationalité française

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Administrateur d'Abénex Capital

ADRESSE PROFESSIONNELLE

Abénex Capital SAS
9, avenue Matignon
75008 Paris

NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020

60 000 (directement) et 32 068
(via Stefriba SAS, société patrimoniale détenue à 100 % par Hervé Claquin)

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

Diplômé d'HEC, M. Hervé Claquin a débuté sa carrière en tant qu'analyste financier au sein du Crédit Lyonnais en 1974 avant de rejoindre le groupe ABN AMRO en 1976. En 1992, il crée ABN AMRO Capital France pour développer l'activité de *private equity* sur un segment de marché *mid-market*. En 2008, ABN AMRO Capital France prend son indépendance et devient Abénex Capital qu'il a présidé jusqu'en 2017.

MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS

Date de 1^{re} nomination : 14 juin 2007.

Date de dernier renouvellement : 7 juin 2018.

Fin de mandat : AG 2021 statuant sur l'exercice 2020.

LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Mandats en cours

En France

Sociétés cotées :

Néant

Sociétés non cotées :

- Président de Stefriba (SAS) ;
- Administrateur d'Abénex Capital et Holding des Centres Point Vision SAS (groupe Point Vision) ;
- Directeur Général de CVM Investissement (SAS) (groupe Abénex) ;
- Président du Comité Stratégique de Dolski (SAS) (groupe Outinord) ;
- Censeur du Conseil d'Administration de Premista SAS.

À l'étranger

Néant

Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Président du Conseil d'Administration d'Æneo SA (société cotée) ;
- Directeur Général de Gd F Immo Holding (groupe Abénex) ;
- Président de SPPICAV Fresh Invest Real Estate (groupe Abénex) ;
- Gérant de Stefriba ;
- Président d'Abénex Capital SAS et de Financière OFIC SAS ;
- Administrateur Sicav de Neuflyze Europe Expansion et de Neuflyze France ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Buffalo Grill (SA à Directoire), Rossini Holding SAS (groupe Buffalo Grill), Onduline (SA à Directoire), RG Holding (SAS), Nextira One Group BV et Ibénex OPCl ;
- Membre du Comité Stratégique de Rossini Holding SAS (groupe Buffalo Grill) ;
- Président et membre du Comité de Direction de Financière OFIC SAS (groupe Onduline) ;
- Administrateur d'Ibénex Lux SA (groupe Abénex) (Luxembourg).

MME MARIE-HÉLÈNE DESSAILLY

Membre du Comité des Comptes et des Risques

Membre indépendant

Née le 22 mars 1948

Nationalité française

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Consultante auprès de MAJ Conseil SARL

ADRESSE PROFESSIONNELLE

c/o Rubis
46, rue Boissière
75116 Paris

NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020

2 061

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

Titulaire d'un DESS en Sciences Économiques, Mme Marie-Hélène Dessailly a débuté sa carrière professionnelle en 1974 à la Direction des Agences au sein de la Banque Rothschild avant de rejoindre, en 1980, la Banque Vernes et Commerciale de Paris en tant que Fondé de Pouvoir à la Direction des Grandes Entreprises, puis Fondé de Pouvoir Principal à la Direction des Opérations Financières. En 1988, elle intègre la Banque du Louvre en tant que Directeur Adjoint et Directeur des Opérations Financières avant de créer, en 1993, le cabinet d'assurance MHD Conseil (agent AXA) qu'elle a cédé en 2012. De 2012 à 2018, elle a été Présidente d'Artois Conseil SAS, société de prestations de conseil, d'analyse et d'audit, ainsi que d'organisation et de stratégie destinées aux professionnels de l'assurance.

MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS

Date de 1^{re} nomination : 9 juin 2016.

Date de dernier renouvellement : 11 juin 2019.

Fin de mandat : AG 2022 statuant sur l'exercice 2021.

LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Mandats en cours

En France

Néant

À l'étranger

Néant

Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Directeur Associé de MAJ Conseil SARL ;
- Présidente d'Artois Conseil SAS.

MME CAROLE FIQUEMONT

<p>Membre indépendant Née le 3 juin 1965 Nationalité française</p> <p>FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE Secrétaire Générale de GIMD</p> <p>ADRESSE PROFESSIONNELLE GIMD 9, rond-point des Champs-Élysées – Marcel Dassault 75008 Paris</p> <p>NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 1 284</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE Mme Carole Fiquemont est diplômée d'Expertise Comptable. Après plusieurs années d'expérience en expertise comptable et audit, elle a rejoint le Groupe Industriel Marcel Dassault (holding du groupe Dassault) en 1998, où elle assure actuellement les fonctions de Secrétaire Générale. À ce titre, elle est notamment responsable et animatrice des comptabilités et comptes consolidés, fiscalité, <i>corporate</i>, négociation des opérations d'investissements ou de désinvestissements.</p> <p>MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS Date de 1^{re} nomination : 11 juin 2019. Fin de mandat : AG 2022 statuant sur l'exercice 2021.</p> <p>LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p> <table> <tr> <td> <p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Directoire d'Immobilière Dassault SA. <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Artcurial SA, CPPJ SA et Figaro Classifieds SA ; • Membre du Conseil de Surveillance Les Maisons du Voyage SA, Marco Vasco SA ; • Membre du Comité de Surveillance de Dassault Real Estate SAS et Financière Dassault SAS. <p>À l'étranger</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Dasnimmo SA (Suisse), Sitam SA (Suisse), Sitam Ventures (Suisse) et Sitam Luxembourg ; • Gérant de DRE Trebol de Diagonal (Espagne) ; • Director de 275 Sacramento Street LLC (USA) ; • Director/Secretary de Sitam America (USA). </td><td> <p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Conseil de Surveillance de Bluwan SAS ; • Administrateur de SABCA (Belgique) (société cotée) et de Terramaris International (Suisse). </td></tr> </table>	<p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Directoire d'Immobilière Dassault SA. <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Artcurial SA, CPPJ SA et Figaro Classifieds SA ; • Membre du Conseil de Surveillance Les Maisons du Voyage SA, Marco Vasco SA ; • Membre du Comité de Surveillance de Dassault Real Estate SAS et Financière Dassault SAS. <p>À l'étranger</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Dasnimmo SA (Suisse), Sitam SA (Suisse), Sitam Ventures (Suisse) et Sitam Luxembourg ; • Gérant de DRE Trebol de Diagonal (Espagne) ; • Director de 275 Sacramento Street LLC (USA) ; • Director/Secretary de Sitam America (USA). 	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Conseil de Surveillance de Bluwan SAS ; • Administrateur de SABCA (Belgique) (société cotée) et de Terramaris International (Suisse).
<p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Directoire d'Immobilière Dassault SA. <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Artcurial SA, CPPJ SA et Figaro Classifieds SA ; • Membre du Conseil de Surveillance Les Maisons du Voyage SA, Marco Vasco SA ; • Membre du Comité de Surveillance de Dassault Real Estate SAS et Financière Dassault SAS. <p>À l'étranger</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Dasnimmo SA (Suisse), Sitam SA (Suisse), Sitam Ventures (Suisse) et Sitam Luxembourg ; • Gérant de DRE Trebol de Diagonal (Espagne) ; • Director de 275 Sacramento Street LLC (USA) ; • Director/Secretary de Sitam America (USA). 	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Conseil de Surveillance de Bluwan SAS ; • Administrateur de SABCA (Belgique) (société cotée) et de Terramaris International (Suisse). 		

MME AURÉLIE GOULART-LECHEVALIER

<p>Membre non indépendant Née le 1^{er} juillet 1981 Nationalité française</p> <p>FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE Associée Gérante du Groupe Fiderec</p> <p>ADRESSE PROFESSIONNELLE Groupe Fiderec 160 B, rue de Paris 92100 Boulogne-Billancourt</p> <p>NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 335</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE Expert-comptable et Commissaire aux comptes, également diplômée de Dauphine (MSTCF et DESS de Fiscalité), Mme Aurélie Goulart-Lechevalier est Associée au sein du Groupe Fiderec depuis 2012, après avoir exercé sept ans chez Deloitte & Associés (six ans en audit dont deux à New York, sur les grands comptes, puis un an en expertise comptable dans l'équipe internationale). Mme Aurélie Goulart-Lechevalier travaille aujourd'hui essentiellement sur des dossiers d'expertise-comptable (PME, groupes français et internationaux), sur tous secteurs d'activité.</p> <p>MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS Date de 1^{re} nomination : 11 juin 2019. Fin de mandat : AG 2022 statuant sur l'exercice 2021.</p> <p>LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p> <table> <tr> <td> <p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gérante de Fiderec Expertise SARL et de Fiderec Consulting SARL ; • Présidente de Fiderec SAS ; • Directrice Générale de Fiderec Audit SAS. <p>À l'étranger Néant</p> </td><td> <p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années Néant</p> </td></tr> </table>	<p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gérante de Fiderec Expertise SARL et de Fiderec Consulting SARL ; • Présidente de Fiderec SAS ; • Directrice Générale de Fiderec Audit SAS. <p>À l'étranger Néant</p>	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années Néant</p>
<p>Mandats en cours</p> <p>En France</p> <p>Sociétés cotées : Néant</p> <p>Sociétés non cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gérante de Fiderec Expertise SARL et de Fiderec Consulting SARL ; • Présidente de Fiderec SAS ; • Directrice Générale de Fiderec Audit SAS. <p>À l'étranger Néant</p>	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années Néant</p>		

MME LAURE GRIMONPRET-TAHON

Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations

Membre indépendant

Née le 26 juillet 1981

Nationalité française

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Directrice Juridique de CGI

ADRESSE PROFESSIONNELLE

CGI
17, place des Reflets
Immeuble CB16
92097 Paris-La-Défense Cedex

NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020

433

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

Diplômée d'un DEA en droit des affaires et contentieux international et européen et d'un Mastère Spécialisé en droit et management de l'Essec, Mme Laure Grimonpret-Tahon a débuté sa carrière en 2006 comme juriste auprès du service droit des sociétés et du service contrats de Dassault Systèmes, puis comme Manager Juridique en charge du *corporate*, de la conformité aux normes (*compliance*) et des contrats auprès d'Accenture Paris (2007-2014). Depuis 2014, elle a intégré la Direction Juridique de CGI (entreprise indépendante de services en technologies de l'information et en gestion d'affaires). Elle est aujourd'hui Directrice Juridique Europe de l'Ouest et Europe du Sud, en charge des affaires internes, des contrats clients ainsi que des relations sociales.

MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS

Date de 1^{re} nomination : 5 juin 2015.

Date de dernier renouvellement : 7 juin 2018.

Fin de mandat : AG 2021 statuant sur l'exercice 2020.

Liste des mandats exercés en dehors du groupe au cours des cinq dernières années

Mandats en cours

En France

Néant

À l'étranger

Néant

Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

Néant

M. MARC-OLIVIER LAURENT

Membre du Comité des Comptes et des Risques

Membre indépendant

Né le 4 mars 1952

Nationalité française

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Managing Partner de Rothschild & Co. Gestion
Executive Chairman de Rothschild & Co.
Merchant Banking

ADRESSE PROFESSIONNELLE

Rothschild & Co Merchant Banking
Five Arrows Managers
23 bis, avenue Messine
75008 Paris

NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020

23 236

EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

M. Marc-Olivier Laurent est diplômé d'HEC et titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale africaine de l'Université Paris Sorbonne. Entre 1978 et 1984, il a été responsable des investissements à l'Institut de Développement Industriel (IDI). Il a dirigé de 1984 à 1993 la division M&A, *Corporate Finance and Equity* du Crédit Commercial de France. M. Marc-Olivier Laurent a rejoint Rothschild & Co en 1993 en tant que *Managing Director*, puis *Partner* depuis 1995. Marc-Olivier Laurent est actuellement *Executive Chairman* de Rothschild & Co. Merchant Banking et *Managing Partner* de Rothschild & Co. Gestion.

MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS

Date de 1^{re} nomination : 11 juin 2019.

Fin de mandat : AG 2022 statuant sur l'exercice 2021.

Liste des mandats exercés en dehors du groupe au cours des cinq dernières années

Mandats en cours

En France

Sociétés cotées :

Néant

Sociétés non cotées :

- Managing Partner de Rothschild & Co. Gestion SAS (RCOG) ;
- Président et Membre du Conseil d'Administration de l'Institut Catholique de Paris (ICP) ;
- Vice-Président et Membre du Conseil d'Administration de Caravelle ;
- Membre du Conseil de Surveillance d'Arcole Industries.

À l'étranger

Néant

Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Membre du Comité Exécutif Groupe de Rothschild & Co. Gestion SAS (RCOG).

MME CHANTAL MAZZACURATI

<p>Présidente du Comité des Comptes et des Risques Présidente du Comité des Rémunérations et des Nominations Membre indépendant Née le 12 mai 1950 Nationalité française</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE Diplômée d'HEC, Mme Chantal Mazzacurati a effectué toute sa carrière professionnelle chez BNP puis BNP Paribas où elle a exercé différents métiers dans le domaine de la finance, d'abord au sein de la Direction Financière, ensuite en tant que Directeur des Affaires Financières et des Participations Industrielles et enfin comme Responsable de la ligne de métier Mondiale actions.</p> <p>MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS Date de 1^{re} nomination : 10 juin 2010. Date de dernier renouvellement : 11 juin 2019. Fin de mandat : AG 2022 statuant sur l'exercice 2021.</p>	
<p>FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE Directeur Général du Groupe Milan SAS</p>	<p>LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p> <p>Mandats en cours En France Sociétés cotées : Néant Sociétés non cotées : <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général du Groupe Milan SAS ; • Membre du Conseil de Surveillance, du Comité des Risques et du Comité des Nominations de BNP Paribas Securities Services. À l'étranger Néant</p>	
<p>ADRESSE PROFESSIONNELLE Groupe Milan 36, rue de Varenne 75007 Paris</p> <p>NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 7 585</p>	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années <ul style="list-style-type: none"> • Membre du Directoire du Groupe Milan. </p>	

M. ERIK POINTILLART

<p>Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations Membre non indépendant Né le 7 mai 1952 Nationalité française</p>	<p>EXPÉRIENCE ET EXPERTISE Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, M. Erik Pointillart possède 36 ans d'expérience dans le milieu financier français et européen. Il a débuté sa carrière en 1974 à la Direction Financière de la BNP. Arrivé à la Caisse des Dépôts en 1984, il devient Directeur Général de CDC Gestion en 1990. En 1994, il rejoint Ecureuil Gestion en tant que Directeur de la Gestion Obligataire et Monétaire, puis devient, en octobre 1999, Directeur du Développement et Président du Directoire de la Société.</p> <p>MANDAT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RUBIS Date de 1^{re} nomination : 24 mars 2003. Date de dernier renouvellement : 7 juin 2018. Fin de mandat : AG 2021 statuant sur l'exercice 2020.</p>	
<p>FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE Vice-Président de l'IEFP</p> <p>ADRESSE PROFESSIONNELLE c/o Rubis 46, rue Boissière 75116 Paris</p> <p>NOMBRE D'ACTIONS RUBIS DÉTENUES AU 31/12/2020 1 794</p>	<p>LISTE DES MANDATS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p> <p>Mandats en cours En France Sociétés cotées : Néant Sociétés non cotées : <ul style="list-style-type: none"> • Vice-Président de l'IEFP. À l'étranger Néant</p>	
	<p>Mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années <ul style="list-style-type: none"> • Partner de Nostrum Conseil. </p>	

RÔLE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La Société étant constituée sous la forme juridique de Société en Commandite par Actions, le Conseil de Surveillance assume, par la loi, le contrôle permanent de la gestion de la Société. Il dispose, à cet effet, des mêmes pouvoirs que les Commissaires aux comptes. Ainsi, contrairement à un conseil d'administration de société anonyme, le Conseil de Surveillance ne doit pas intervenir dans la gestion et l'administration de la Société.

Le Conseil de Surveillance est assisté dans l'exercice de sa mission par les Comités qu'il a constitués en son sein : le Comité des Comptes et des Risques et le Comité des Rémunérations et des Nominations.

Les missions récurrentes du Conseil de Surveillance sont précisées dans son Règlement intérieur. Elles sont principalement les suivantes :

- examen des comptes et garantie de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux de la Société et de la qualité, de l'exhaustivité et de la sincérité des états financiers ;
- suivi de l'activité du Groupe ;
- évaluation des risques financiers et extra-financiers liés aux activités et contrôle des mesures correctives mises en œuvre ;
- recommandations en matière de désignation des Commissaires aux comptes et vérification de leur indépendance ;
- examen de l'indépendance de ses (futurs) membres ;
- mise en place de Comités spécialisés, afin de l'assister dans l'exécution de ses missions, et désignation de leurs membres ;
- conduite de son évaluation ;
- avis consultatif sur la politique de rémunération des Gérants, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce ;
- validation de la conformité des éléments de rémunération des Gérants, à verser ou à attribuer au titre de l'exercice écoulé, avec la politique de rémunération préalablement approuvée par les actionnaires en Assemblée Générale et les dispositions statutaires ;
- validation de la conformité des éléments de rémunération du Président du Conseil de Surveillance, à verser ou à attribuer au titre de l'exercice écoulé, avec la politique préalablement approuvée par les actionnaires en Assemblée Générale ;
- fixation de la politique de rémunération applicable à ses membres ;
- répartition du montant global de la rémunération à octroyer aux membres du

Conseil de Surveillance, dont une partie en fonction de l'assiduité et d'une éventuelle Présidence et/ou participation à des Comités ;

- contrôle de la conformité des droits des associés commandités dans les résultats ;
- autorisation préalable à la conclusion des conventions réglementées ;
- évaluation annuelle des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales afin de vérifier qu'elles répondent à cette qualification ;
- élaboration du rapport sur le gouvernement d'entreprise (joint au rapport de gestion), en application de l'article L. 22-10-78 du Code de commerce ;
- élaboration du rapport rendant compte de sa mission de contrôle permanent de la gestion ;
- information sur l'égalité professionnelle et salariale ;
- examen de la qualité des informations transmises aux actionnaires et au marché ;
- suivi des échanges que la Société entretient avec ses actionnaires et le marché ;
- suivi des projets mis en place dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Pour permettre au Conseil de Surveillance d'accomplir ses missions, le Règlement intérieur prévoit que la Gérance l'informe de sujets tels que :

- évolution de chaque branche d'activité et perspectives d'avenir dans le cadre de la stratégie définie par la Gérance ;
- acquisitions et/ou cessions d'activités ou de filiales, prises de participation et, plus généralement, tout investissement majeur ;
- évolution de l'endettement bancaire et structure financière dans le cadre de la politique financière définie par la Gérance ;
- procédures de contrôle interne définies et élaborées par la Société et par Rubis Énergie et ses filiales, sous l'autorité de la Gérance qui veille à leur mise en œuvre ;
- projets d'ordre du jour des Assemblées Générales des actionnaires ;
- toute opération majeure d'acquisition se situant hors de la stratégie définie, préalablement à sa réalisation ;
- projets relevant de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) ;
- questions en matière de conformité ;
- suivi du déroulement du plan de succession de la Gérance mis en place par les associés commandités.

POLITIQUE DE DIVERSITÉ APPLIQUÉE AU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET PROCESSUS DE SÉLECTION DE SES MEMBRES

La composition du Conseil de Surveillance est établie afin que celui-ci soit en mesure de remplir pleinement l'ensemble de ses missions.

Pour examiner et donner un avis sur sa composition actuelle et future, le Conseil de Surveillance s'appuie sur les travaux de son Comité des Rémunérations et des Nominations, sur les résultats de l'évaluation de son fonctionnement la plus récente, ainsi que sur les réponses apportées à un questionnaire envoyé annuellement à chacun de ses membres. Le Conseil de Surveillance, sur avis du Comité des Rémunérations et des Nominations, veille à assurer une complémentarité des compétences (sur le fondement de la formation et de l'expérience professionnelle) et une diversité appréciée d'un point de vue personnel (sur le fondement, notamment, de la nationalité, du genre et de l'âge). D'autres éléments sont également pris en considération (indépendance, respect des règles en matière de cumul de mandats et capacité à s'intégrer à la culture du Conseil de Surveillance).

La sélection de nouveaux candidats, tout comme le renouvellement de membres actuels, est examinée, par le Comité des Rémunérations et des Nominations puis par le Conseil de Surveillance, au regard des éléments précités dans un objectif d'enrichissement des travaux de ce dernier.

Le Conseil de Surveillance du 12 mars 2019, sur avis du Comité des Rémunérations et des Nominations, avait précisé que les objectifs suivants devaient être atteints sous trois ans (i.e. avant l'Assemblée Générale 2022) :

- maintenir chaque année un taux de féminisation du Conseil d'au moins 40 % ;
- respecter chaque année la règle de limite d'âge prévue à l'article 27 des statuts ;
- maintenir une proportion de membres du Conseil ayant une expérience professionnelle internationale d'au moins un tiers ;
- s'assurer qu'au moins un membre du Conseil dispose d'une expérience professionnelle dans les secteurs d'activité de la Société.

Le Conseil de Surveillance du 12 mars 2020, sur avis du Comité des Rémunérations et des Nominations, a maintenu ces objectifs tout en orientant la recherche d'un prochain candidat vers un profil ayant une expertise sectorielle et/ou une nationalité étrangère.

La mise en œuvre de cette politique au cours de l'exercice écoulé a abouti à la sélection de M. Nils Christian Bergene comme candidat au Conseil de Surveillance par le Comité des Rémunérations et des Nominations. Il a été

retenu que M. Nils Christian Bergene allait contribuer à l'enrichissement des travaux du Conseil de Surveillance en raison de :

- sa nationalité norvégienne et, de manière plus large, son profil international ;
- sa connaissance des secteurs d'activité de la Société (en particulier, le transport d'énergies) ; et
- sa sensibilité aux thématiques environnementales acquise, en particulier, à travers l'activité de *shipping*.

Plus généralement, M. Nils Christian Bergene apporterait au Conseil de Surveillance ses compétences et son expérience dans les domaines suivants : expérience internationale, finance et audit, juridique, M&A, conformité, assurances, RSE et sécurité.

Le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021, en ligne avec la politique de diversité qui lui est applicable, propose par conséquent aux actionnaires de nommer M. Nils Christian Bergene en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance lors de l'Assemblée Générale 2021.

L'intégralité des informations relatives à M. Nils Christian Bergene figure dans la Brochure de convocation à l'Assemblée Générale 2021.

Le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021, sur avis du Comité des Rémunérations et des Nominations, a décidé de conserver ces mêmes objectifs de diversité.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DIVERSITÉ DES COMPÉTENCES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (AU 11 MARS 2021)

	Direction de grands groupes industriels ou bancaires	Expérience internationale	Finance et audit	Juridique	M&A	Conformité	Assurances	RH	RSE	Sécurité
Olivier Heckenroth		●	●	●		●	●		●	●
Hervé Claquin	●	●	●	●	●	●				
Marie-Hélène Dessailly			●		●		●			
Carole Fiquemont		●	●	●	●	●				
Aurélie Goulart-Lechevalier		●	●	●	●	●				
Laure Grimonpret-Tahon				●	●	●	●	●	●	
Marc-Olivier Laurent	●	●			●					
Chantal Mazzacurati	●	●	●		●					
Erik Pointillart	●	●	●						●	
TOTAL	4	7	7	5	7	5	3	1	3	1

INDÉPENDANCE

Chaque année, le Conseil de Surveillance se prononce sur l'indépendance de ses membres et des candidats qui pourraient le rejoindre. Il s'appuie sur les travaux menés et l'avis émis par le Comité des Rémunérations et des Nominations. Le Conseil de Surveillance a choisi de se conformer à la définition d'indépendance du Code Afep-Medef en considérant que l'un de ses membres est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi, pour être qualifié d'indépendant, un membre du Conseil de Surveillance doit remplir l'intégralité des critères suivants :

- ne pas être, ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes, salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la Société, ou salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la Société consolide ;
- ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un

salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;

- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil :
 - significatif de la Société ou de son Groupe, ou
 - pour lequel la Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être membre du Conseil depuis plus de 12 ans, la perte de la qualité de membre indépendant intervenant à la date des 12 ans ;
- le Président du Conseil de Surveillance ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la Société ou du Groupe ;

- ne pas représenter un actionnaire important (> 10 % du capital et/ou des droits de vote) qui participerait au contrôle de la Société.

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, le Conseil de Surveillance conserve la liberté d'estimer que l'un de ses membres, bien que remplissant les critères d'indépendance énumérés ci-dessus, ne peut être qualifié d'indépendant.

Après avoir examiné la situation de chacun de ses membres et pris en considération l'avis du Comité des Rémunérations et des Nominations, le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 a considéré que Mmes Marie-Hélène Dessailly, Carole Fiquemont, Laure Grimonpret-Tahon et Chantal Mazzacurati et M. Marc-Olivier Laurent remplissaient les critères d'indépendance et devaient par conséquent être qualifiés d'indépendants. Le Conseil de Surveillance a considéré que Mme Aurélie Goulart-Lechevalier ne pouvait être qualifiée d'indépendante en raison des relations d'affaires qu'un membre de sa famille a entretenu avec le Groupe au cours de l'exercice 2020 et que MM. Olivier Heckenroth, Hervé Claquin et Erik Pointillart ne pouvaient être qualifiés d'indépendants en raison de leur ancienneté au Conseil.

TABEAU RÉCAPITULATIF DE L'INDÉPENDANCE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (AU 11 MARS 2021)

	Critères d'indépendance								Indépendance
	Non salarié ou mandataire social au cours des 5 dernières années	Absence de « mandats croisés »	Aucune relation d'affaires significative	Aucun lien familial proche avec un mandataire social	Non-Commissaire aux comptes au cours des 5 dernières années	Ancienneté au Conseil ≤ 12 ans	Absence de rémunération variable ou liée à la performance de la Société	Détention en capital et en droits de vote ≤ 10 %	
Olivier Heckenroth	●	●	●	●	●		●	●	
Hervé Claquin	●	●	●	●	●		●	●	
Marie-Hélène Dessailly	●	●	●	●	●	●	●	●	✓
Carole Fiquemont	●	●	●	●	●	●	●	●	✓
Aurélie Goulart-Lechevalier	●	●		●	●	●	●	●	
Laure Grimonpret-Tahon	●	●	●	●	●	●	●	●	✓
Marc-Olivier Laurent	●	●	●	●	●	●	●	●	✓
Chantal Mazzacurati	●	●	●	●	●	●	●	●	✓
Erik Pointillart	●	●	●	●	●		●	●	
Taux d'indépendance									55,55 %

Le Conseil de Surveillance, conformément aux recommandations du Code Afep-Medef et aux dispositions de son Règlement intérieur, comprend au 11 mars 2021 une majorité de membres indépendants (taux d'indépendance de 55,55 %).

Par ailleurs, après avoir pris connaissance des travaux et de l'avis favorable du Comité des Rémunérations et des Nominations et examiné la situation de M. Nils Christian Bergene, dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale 2021, le Conseil de Surveillance du

11 mars 2021 a considéré que ce candidat remplissait les critères d'indépendance et devait ainsi être qualifié d'indépendant. En particulier, il a été vérifié que, depuis son départ du Conseil de Surveillance à la suite de l'expiration de son mandat à l'issue de l'Assemblée Générale du 5 juin 2015, M. Nils Christian Bergene n'avait entretenu aucune relation de quelque nature que ce soit (notamment aucune relation d'affaires et aucune détention significative en capital et/ou en droits de vote) avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui aurait pu

compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

Par conséquent, sous réserve de sa nomination et des trois renouvellements de mandats proposés à l'Assemblée Générale 2021, le Conseil de Surveillance, conformément aux recommandations du Code Afep-Medef et aux dispositions de son Règlement intérieur, comprendrait à l'issue de cette Assemblée, une majorité de membres indépendants (taux d'indépendance augmentant à 60 %).

5.3.2 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance

FORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Lors de la nomination de nouveaux membres du Conseil de Surveillance, un dossier de formation leur est remis. Il présente l'historique du Groupe, ses activités, ses spécificités juridiques et financières ainsi que les différents aspects de la mission d'un membre du Conseil de Surveillance dans une Société en Commandite par Actions cotée sur un marché réglementé.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent s'adresser librement à la Direction Financière et au Secrétariat Général de Rubis afin d'obtenir toutes les explications ou compléments d'information qui leur seraient nécessaires pour exercer leurs missions.

En outre, hors période de restrictions aux déplacements et aux regroupements liées à la situation sanitaire, des visites de sites du Groupe sont organisées de façon automatique pour tout nouveau membre et sur demande pour tout autre membre.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent, s'ils le souhaitent, bénéficier d'une formation complémentaire sur les spécificités du Groupe, ses secteurs d'activité et ses métiers.

DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance décrit les droits et devoirs de ses membres. Ceux-ci doivent, notamment, faire preuve de loyauté, d'intégrité et d'indépendance de jugement et respecter la confidentialité des informations non publiques acquises dans le cadre de leurs fonctions. En outre, les membres du Conseil de Surveillance doivent déclarer tout conflit d'intérêts, même potentiel, au regard des travaux du Conseil. Dans une telle situation, ils doivent s'abstenir de participer aux débats et au vote de la délibération correspondante. Le Président du Conseil de Surveillance peut décider que le membre du Conseil de Surveillance concerné n'assiste pas aux débats.

ACTIVITÉ DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Les modalités de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance figurent dans son Règlement intérieur.

Aux termes de celui-ci, le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par semestre, lors de l'examen des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels. Compte tenu du fait que, contrairement à un conseil d'administration de société anonyme, le Conseil de Surveillance ne doit pas intervenir dans la gestion et l'administration de la Société, cette périodicité a été jugée suffisante. Toutefois, au regard des missions croissantes qui lui sont confiées, en particulier concernant le suivi des diverses thématiques relevant de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des rémunérations des mandataires sociaux, le Conseil de Surveillance réuni le 11 mars 2021 a décidé de planifier une troisième séance annuelle à compter de l'exercice en cours.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance s'est réuni trois fois (deux fois au cours de l'exercice précédent), dont une fois afin de donner son avis sur les résolutions proposées à l'Assemblée Générale du 9 décembre 2020.

Le Conseil de Surveillance s'appuie sur le travail approfondi effectué par les Comités qu'il a constitués. Le compte rendu que la Présidente de chaque Comité lui fait et la qualité des documents qui lui sont remis, dans un délai raisonnable en amont de la réunion, permettent au Conseil de Surveillance d'acquiescer une connaissance précise et actualisée des différents sujets qui relèvent de ses missions. En outre, la Gérance, le Directeur Général Finance, la Secrétaire Générale ainsi que les Commissaires aux comptes apportent en séance tous les éclaircissements nécessaires à la bonne compréhension des sujets à l'ordre du jour.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance a, en plus des sujets récurrents, notamment :

- été informé de la cession de 45 % de Rubis Terminal à Cube Storage Europe HoldCo Ltd ;
- été informé de l'acquisition des actions Tepsa ;
- analysé l'évolution future de sa composition, au regard de sa politique de diversité et des résultats de son évaluation menée début 2020, avec notamment l'identification d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance dont l'élection est proposée à l'Assemblée Générale 2021 ;
- suivi le marché du titre Rubis, les attentes précises des investisseurs concernant le marché français, le dialogue mis en place par la Société avec les analystes et les agences de conseil en vote ;
- analysé les retours des actionnaires à l'occasion des deux Assemblées Générales de 2020 ainsi que les résultats des votes ;
- suivi la procédure de changement de classification ICB (*Industrial Classification Benchmark*) de la Société par le fournisseur d'indices FTSE Russell ;
- été associé au processus de désignation d'un troisième Commissaire aux comptes ;
- pris connaissance des projets de résolutions que la Gérance souhaitait soumettre aux deux Assemblées Générales de 2020 ; en particulier, celles proposées à l'Assemblée Générale du 9 décembre 2020, relatives notamment à la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'une

réduction du capital social, ainsi qu'à la modification de l'article 56 des statuts de la Société (introduction d'un Cours de Référence (*high watermark*) dans le calcul de la Performance Boursière Globale servant de base à la détermination du dividende statutaire des associés commandités, pour mieux prendre en compte l'intérêt de tous les actionnaires lors de la baisse du cours), sur laquelle il a émis un avis favorable ;

- été informé des conventions réglementées qui n'ont pas pu lui être soumises préalablement pour autorisation ; et
- suivi l'évolution de la pandémie de Covid-19 et sa gestion par le Groupe, ainsi que son impact sur les salariés du Groupe et les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère.

Pour l'exercice écoulé, le taux de présence a été de 89,66 % (100 % pour l'exercice précédent).

LES COMITÉS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Comité des Comptes et des Risques et le Comité des Rémunérations et des Nominations sont deux émanations du Conseil de Surveillance qui en nomme les membres et définit leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Ces Comités sont exclusivement composés de membres du Conseil de Surveillance et assistent ce dernier dans l'exercice de ses missions. La Présidence de ces Comités doit être assurée par un membre indépendant.

COMITÉ DES COMPTES ET DES RISQUES

Aux termes de son Règlement intérieur, le Comité des Comptes et des Risques assiste le Conseil de Surveillance dans sa mission de contrôle permanent de la gestion de la Société. Il est chargé d'examiner les sujets suivants :

- processus d'élaboration de l'information financière ;
- suivi des systèmes de contrôle comptable et financier, ainsi que des systèmes de gestion des risques financiers et extra-financiers ;
- désignation ou renouvellement des Commissaires aux comptes de la Société selon les procédures en vigueur ; suivi de leurs travaux et contrôle de la conformité de leurs conditions d'exercice ;
- règles d'approbation, de délégation et de suivi des services autres que la certification des comptes effectués par les Commissaires aux comptes ;

- examen des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (dites « conventions libres ») au regard des principes énoncés dans la Charte interne de Rubis sur l'évaluation des conventions libres et autorisation préalable des conventions réglementées ;
- suivi de sujets relevant de la Responsabilité Sociétale des Entreprises ;
- suivi de sujets relevant de la conformité.

Le Comité rend compte régulièrement au Conseil de Surveillance de l'exercice de ses missions, ainsi que des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Aux termes de son Règlement intérieur, les membres sont choisis pour leur expertise dans les domaines comptable, financier et des risques, du fait, notamment, de leurs formations, de leurs expériences de Direction Générale de sociétés commerciales ou d'assurance et/ou de leurs fonctions exercées au sein d'établissements bancaires. La Présidence de ce Comité est assurée par un membre indépendant. Le Président du Conseil de Surveillance en est membre de droit.

Au 11 mars 2021, le Comité des Comptes et des Risques était composé de cinq membres : Mmes Chantal Mazzacurati (Présidente) et Marie-Hélène Dessailly et MM. Olivier Heckenroth, Hervé Claquin et Marc-Olivier Laurent. Trois membres (dont la Présidente) sur cinq sont indépendants (taux d'indépendance de 60 %).

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance s'était fixé comme objectif d'améliorer dans les trois ans à venir le taux d'indépendance, au fur et à mesure des échéances de mandats des membres non indépendants (ce qui est le cas cette année pour M. Hervé Claquin). Conformément à cet objectif, le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 a décidé qu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2021, et sous réserve de la nomination de M. Nils Christian Bergene, le Comité des Comptes et des Risques serait composé de cinq membres : Mmes Chantal Mazzacurati (Présidente) et Marie-Hélène Dessailly et MM. Olivier Heckenroth, Nils Christian Bergene et Marc-Olivier Laurent. Quatre membres (dont la Présidente) sur cinq seraient indépendants (taux d'indépendance augmentant à 80 %).

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU COMITÉ DES COMPTES ET DES RISQUES ENTRE LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 11 JUIN 2020 ET DU 10 JUIN 2021

(sous réserve du renouvellement des mandats de Mme Laure Grimonpret-Tahon, M. Hervé Claquin et M. Erik Pointillart et de la nomination de M. Nils Christian Bergene)

	À l'issue de l'AG du	Départ	Nomination	Composition
Comité des Comptes et des Risques	11 juin 2020	-	-	Mme Chantal Mazzacurati (Présidente)* Mme Marie-Hélène Dessailly* M. Olivier Heckenroth M. Hervé Claquin M. Marc-Olivier Laurent*
	10 juin 2021	M. Hervé Claquin	M. Nils Christian Bergene*	Mme Chantal Mazzacurati (Présidente)* Mme Marie-Hélène Dessailly* M. Nils Christian Bergene* M. Olivier Heckenroth M. Marc-Olivier Laurent*

* Membre du Conseil de Surveillance indépendant.

Le Comité des Comptes et des Risques se réunit au moins une fois par semestre pour l'examen des comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels et au moins une fois par semestre également pour l'analyse, le suivi et la gestion des risques et des sujets de RSE et de conformité (une seconde séance annuelle ayant été planifiée, à compter de l'exercice 2019, au regard de l'augmentation des travaux du Comité sur ces sujets et de la taille croissante du Groupe).

Au cours de l'exercice écoulé, le Comité des Comptes et des Risques s'est réuni trois fois pour l'examen des comptes (deux fois au cours de l'exercice précédent) et deux fois pour l'analyse, le suivi et la gestion des risques ainsi que pour des sujets de RSE et de conformité (comme au cours de l'exercice précédent).

Aux termes de son Règlement intérieur, les membres du Comité des Comptes et des Risques bénéficient d'un délai raisonnable (deux jours au minimum) pour examiner les comptes et les autres documents qui les accompagnent avant la tenue du Comité. Ils reçoivent également une synthèse des travaux effectués par les Commissaires aux comptes. La Gérance, les Commissaires aux comptes, le Directeur Général Finance, la Directrice de la Consolidation et de la Comptabilité, la Secrétaire Générale et toute personne dont la présence est jugée nécessaire participent au Comité des Comptes et des Risques. Toutefois, à l'issue de la réunion, les membres dudit Comité s'entretiennent seuls avec les Commissaires aux comptes, sans la présence de la Gérance et des membres des directions fonctionnelles de Rubis, au sujet des comptes sociaux et consolidés, des risques, ainsi que des conclusions qui leur sont remises par les Commissaires aux comptes à la suite de leurs travaux.

Au cours de l'exercice écoulé, le Comité des Comptes et des Risques a notamment passé en revue les sujets suivants :

- examen des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels ;
- recommandation sur la nomination d'un troisième Commissaire aux comptes, après vérification que les conditions d'indépendance ont été respectées ;
- événements majeurs intervenus au cours de l'exercice 2019, mesures prises pour leur gestion et leur suivi ;
- présentation des cartographies des risques consolidées ;
- revue des litiges et événements majeurs ;
- présentation sur les enjeux climat pour le Groupe (Bilan Carbone®, stratégie du Groupe) ;
- bilan annuel sur la mise en œuvre du dispositif de prévention de la corruption ;
- présentation du chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel ;
- présentation du plan d'audit interne de Rubis Énergie ;
- point sur l'accidentologie ;
- point sur la gestion de la pandémie de Covid-19.

L'ensemble des documents qui lui ont été remis, la présentation réalisée par la Gérance, ainsi que les réponses apportées aux questions posées, ont assuré le Comité de la bonne gestion des risques au sein du Groupe.

Pour l'exercice écoulé, le taux de présence a été de 86,67 % (contre 100 % pour l'exercice précédent).

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Aux termes de son Règlement intérieur, le Comité des Rémunérations et des Nominations assiste le Conseil de Surveillance sur les thèmes de gouvernance. Il est chargé d'examiner les sujets suivants :

- formulation de toute proposition de renouvellement de mandat ou de nomination au sein du Conseil de Surveillance et des Comités, en conformité avec la politique de diversité ;
- avis sur l'indépendance des (futurs) membres du Conseil de Surveillance au regard notamment des critères du Code Afep-Medef ;
- organisation du processus triennal d'évaluation du fonctionnement du Conseil de Surveillance ;
- avis sur la politique de rémunération de la Gérance ;
- détermination des éléments de rémunération à verser ou à attribuer au titre de l'exercice écoulé à la Gérance, conformément à la politique approuvée par les actionnaires en Assemblée Générale et aux dispositions statutaires, et compte rendu de ses travaux au Conseil de Surveillance ;
- détermination des éléments de rémunération à verser ou à attribuer au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil de Surveillance, conformément à la politique approuvée par les actionnaires en Assemblée Générale, et compte rendu de ses travaux au Conseil de Surveillance ;
- proposition au Conseil de Surveillance d'un projet de politique de rémunération de celui-ci ;

- formulation d'une proposition sur le montant global de la rémunération à octroyer aux membres du Conseil de Surveillance et des Comités ainsi que sur leur répartition, dont une partie en fonction de l'assiduité et d'une éventuelle Présidence et/ou participation à des Comités ;
- avis sur le projet de rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

Dans le cadre des réflexions qu'il mène, en conformité avec la politique de diversité sur l'évolution de la composition du Conseil de Surveillance et de ses Comités, le Comité des Rémunérations et des Nominations étudie un plan de succession de la Présidence du Conseil

de Surveillance. En revanche, il n'intervient pas dans la préparation des plans de succession des dirigeants mandataires sociaux car cette responsabilité est exclusivement du ressort des associés commandités. Le Comité des Rémunérations et des Nominations, tout comme le Conseil de Surveillance, est toutefois tenu informé du déroulement du plan de succession du Collège de la Gérance mis en place par les associés commandités.

Le Comité rend compte au Conseil de Surveillance de l'exercice de ses missions.

Aux termes de son Règlement intérieur, la Présidence de ce Comité est assurée par un membre indépendant.

Au 11 mars 2021, le Comité des Rémunérations et des Nominations était composé de quatre membres : Mmes Chantal Mazzacurati (Présidente) et Laure Grimonpret-Tahon et MM. Olivier Heckenroth et Erik Pointillart. Deux membres (dont la Présidente) sur quatre sont indépendants (taux d'indépendance de 50 %). À l'issue de l'Assemblée Générale 2021, le Comité des Rémunérations et des Nominations restera composé des membres actuels, conservant un taux d'indépendance de 50 % et une Présidence indépendante.

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS ENTRE LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 11 JUIN 2020 ET DU 10 JUIN 2021

(sous réserve du renouvellement des mandats de Mme Laure Grimonpret-Tahon, M. Hervé Claquin et M. Erik Pointillart et de la nomination de M. Nils Christian Bergene)

	À l'issue de l'AG du	Départ	Nomination	Composition
Comité des Rémunérations et des Nominations	11 juin 2020	-	-	Mme Chantal Mazzacurati (Présidente)*
	10 juin 2021	-	-	Mme Laure Grimonpret-Tahon* M. Olivier Heckenroth M. Erik Pointillart

* Membre du Conseil de Surveillance indépendant.

Au cours de l'exercice écoulé, le Comité des Rémunérations et des Nominations s'est réuni une fois (comme au cours de l'exercice précédent). Compte tenu du nombre croissant de sujets liés aux rémunérations et aux nominations et de l'augmentation des travaux qui en découlent, le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 a décidé de planifier une seconde séance annuelle de ce Comité.

Aux termes de son Règlement intérieur, les membres du Comité bénéficient d'un délai raisonnable (deux jours au minimum) pour examiner les documents avant la tenue du Comité. La Secrétaire Générale de la Société, ainsi que M. Jacques Riou, Président d'Agena, société co-Gérante non commanditée de la Société, participent à la réunion.

Au cours de l'exercice écoulé, le Comité des Rémunérations et des Nominations a notamment passé en revue les sujets suivants :

- détermination des éléments de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2019 :
 - pour la part fixe, conformément aux critères fixés dans l'article 54 des statuts,
 - pour la part variable, conformément aux conditions fixées par les actionnaires réunis en Assemblée Générale ;
- avis sur la politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2020 ;

- détermination des éléments de rémunération du Président du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2019 ;
- proposition de répartition de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2019 ;
- proposition de politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2020 ;
- information sur la politique de rémunération des principaux dirigeants non mandataires sociaux du Groupe ;
- information sur l'égalité professionnelle et salariale ;
- analyse de la composition actuelle du Conseil de Surveillance et des Comités (en matière, notamment, de diversité et d'indépendance des membres) et de son évolution future, au regard de sa politique de diversité et des résultats de l'évaluation menée début 2020, avec notamment l'identification d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale 2021.

Pour l'exercice écoulé, le taux de présence a été de 100 % (comme pour l'exercice précédent).

ÉVALUATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET PRISE EN COMPTE DES POINTS D'ATTENTION

Chaque année, le Conseil de Surveillance débat de manière informelle de sa composition, de son organisation et de son fonctionnement, ainsi que de ceux de ses Comités afin d'en améliorer l'efficacité.

Une évaluation plus formalisée et approfondie, sur la base d'un questionnaire non nominatif remis aux membres du Conseil de Surveillance, est effectuée tous les trois ans. Ce questionnaire porte essentiellement sur les points suivants :

- organisation et composition du Conseil de Surveillance et des Comités ;
- réunions du Conseil de Surveillance et des Comités (délai d'envoi des documents, nombre de réunions, etc.) ;
- contribution des membres aux travaux du Conseil de Surveillance et à ceux des Comités ;
- rapports du Conseil de Surveillance et des Comités avec la Gérance et/ou les Commissaires aux comptes (qualité de l'information délivrée, du dialogue, etc.) ;
- axes et moyens d'amélioration du fonctionnement du Conseil et des Comités.

La dernière évaluation formalisée a été effectuée au début de l'année 2020.

Les points d'attention du Comité des Rémunérations et des Nominations, figurant dans le rapport qu'il a transmis au Conseil de Surveillance du 12 mars 2020, ont été pris en compte au cours de l'exercice 2020 puisque les évolutions suivantes ont été relevées :

- la diversité de nationalités au sein du Conseil de Surveillance a été introduite dans la politique de diversité. La sélection comme candidat au Conseil de Surveillance, proposé à l'Assemblée Générale 2021, de M. Nils

Christian Bergene, de nationalité norvégienne, répond à ce nouvel objectif ;

- les procès-verbaux des séances du Conseil de Surveillance ont retranscrit les interventions des membres de façon plus exhaustive qu'auparavant ;
- le Secrétariat du Conseil de Surveillance, en dépit du contexte sanitaire actuel, a fourni ses meilleurs efforts pour adresser la documentation liée aux séances du Conseil

de Surveillance et des Comités plus en amont qu'auparavant ;

- les visites de sites reprendront dès que les restrictions aux déplacements et aux regroupements liées à la situation sanitaire actuelle auront cessé.

La prochaine évaluation formalisée aura lieu en 2023.

PARTICIPATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DES COMITÉS AUX RÉUNIONS

Le tableau ci-dessous détaille la participation de chaque membre pour l'exercice 2020 aux réunions du Conseil de Surveillance et des Comités spécialisés.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE L'ASSIDUITÉ DES MEMBRES AUX RÉUNIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DES COMITÉS EN 2020

Membres du Conseil de Surveillance	Conseil de Surveillance ⁽¹⁾	Comité des Comptes et des Risques ⁽²⁾	Comité des Rémunérations et des Nominations
Olivier Heckenroth	100 %	100 %	100 %
Hervé Claquin	100 %	100 %	
Marie-Hélène Dessailly	100 %	100 %	
Carole Fiquemont	100 %		
Aurélie Goulart-Lechevalier	100 %		
Laure Grimonpret-Tahon	100 %		100 %
Marc-Olivier Laurent	66,66 %	33,33 %	
Chantal Mazzacurati	100 %	100 %	100 %
Christian Moretti ⁽³⁾	0 %		
Alexandre Picciotto ⁽³⁾	0 %		
Erik Pointillart	100 %		100 %
TAUX D'ASSIDUITÉ	89,66 %	86,67 %	100 %

(1) Le Conseil de Surveillance s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2020.

(2) Le Comité des Comptes et des Risques s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2020.

(3) Membres du Conseil de Surveillance dont les mandats ont expiré à l'issue de l'Assemblée Générale du 11 juin 2020 et qui n'ont, par conséquent, été convoqués qu'à la première réunion du Conseil de Surveillance de 2020.

5.4

Rémunérations des mandataires sociaux

5.4.1 Principes de la politique de rémunération des mandataires sociaux

PROCESSUS DE DÉCISION SUIVI POUR LA DÉTERMINATION, LA RÉVISION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

En application de l'article L. 22-10-76, I du Code de commerce, dans les Sociétés en Commandite par Actions dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé :

- la politique de rémunération de la Gérance est établie par les associés commandités (délibérant, sauf clause contraire des statuts, à l'unanimité) après avis consultatif du Conseil de Surveillance et en tenant compte, le cas échéant, des principes et conditions prévus par les statuts ;
- la politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance est établie par celui-ci.

En outre, aux termes des Règlements intérieurs du Conseil de Surveillance et du Comité des Rémunérations et des Nominations de la Société :

- l'avis consultatif sur le projet des associés commandités concernant la politique de rémunération de la Gérance est émis chaque année par le Conseil de Surveillance au regard des travaux préalablement menés par le Comité des Rémunérations et des Nominations ;
- le Comité des Rémunérations et des Nominations soumet chaque année un projet de politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance à ce dernier.

La politique de rémunération des Gérants et celle des membres du Conseil de Surveillance sont soumises chaque année (et lors de chaque modification importante) à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires (en sa forme ordinaire).

La politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société s'inscrit dans une logique de stabilité. Toutefois, les éléments de la

politique de rémunération de la Gérance, autres que ceux relatifs à la rémunération fixe, peuvent être révisés par décision des associés commandités, prise après avis consultatif du Conseil de Surveillance et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires. De la même manière, la politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance peut être révisée par décision du Conseil de Surveillance et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale des actionnaires et les associés commandités statuent chaque année sur les éléments (fixes, variables et exceptionnels) composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé et ce, *via* des résolutions distinctes pour chaque Gérant (sauf lorsque aucune rémunération d'aucune sorte ne lui est versée au cours ou attribuée au titre de cet exercice) et pour le Président du Conseil de Surveillance.

En cas de non-conformité avec la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires, aucun élément de rémunération de quelque nature que ce soit ne peut être déterminé, attribué ou versé par la Société, sous peine de nullité.

Préalablement au vote des actionnaires, aux termes du Règlement intérieur du Comité des Rémunérations et des Nominations de la Société, ce dernier :

- détermine les éléments de rémunération à verser ou à attribuer au titre de l'exercice écoulé à la Gérance, en application de la politique votée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale qui s'est tenue lors de cet exercice. Le Conseil de Surveillance valide que ces éléments sont conformes à cette politique ;
- détermine les éléments de rémunération à verser ou à attribuer au titre de l'exercice

écoulé au Président du Conseil de Surveillance, en application de la politique votée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale qui s'est tenue lors de cet exercice. Le Conseil de Surveillance valide que ces éléments sont conformes à cette politique ;

- propose une répartition du montant global à octroyer aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice écoulé. Le Conseil de Surveillance valide que ce montant et cette répartition sont conformes à la politique qu'il a établie pour l'exercice écoulé.

Enfin, les associés commandités donnant leur accord, l'Assemblée Générale des actionnaires statue sur un projet de résolution unique portant sur les informations relatives aux éléments (fixes, variables et exceptionnels) versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à l'ensemble des mandataires sociaux dans une résolution spécifique.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION EN LIGNE AVEC L'INTÉRÊT SOCIAL, LA STRATÉGIE COMMERCIALE ET LA PÉRENNITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Les associés commandités, sur avis du Conseil de Surveillance, veillent à ce que la politique de rémunération de la Gérance soit conforme à l'intérêt social de la Société, s'inscrive dans sa stratégie commerciale et contribue à sa pérennité.

Ainsi, la politique de rémunération de la Gérance est conforme à l'intérêt social dans la mesure notamment où (i) son montant global est mesuré au regard de celui versé aux dirigeants mandataires sociaux de sociétés de capitalisation boursière équivalente (la Société mène en interne ou confie à des cabinets externes des études pour s'en assurer de façon régulière), (ii) les conditions de rémunération des salariés sont prises en compte puisque la rémunération fixe est mise à jour en fonction de l'évolution indiciaire du taux horaire des salariés,

(iii) la rémunération variable annuelle est plafonnée et (iv) aucune rémunération exceptionnelle d'aucune sorte n'est autorisée. Les associés commandités et le Conseil de Surveillance sont également tenus informés des ratios d'équité, ainsi que de leur évolution au regard de celle des rémunérations des mandataires sociaux et des salariés ainsi que des performances de la Société.

La politique de rémunération de la Gérance s'inscrit dans la stratégie commerciale et contribue ainsi à la pérennité de la Société dans la mesure où les critères attachés à la rémunération variable annuelle sont basés sur une croissance régulière des résultats, la solidité du bilan, une amélioration progressive des conditions d'emploi des salariés *via* la fixation d'objectifs en matière de santé/sécurité, une amélioration progressive des émissions de CO₂ et une prise en compte des enjeux relevant de

la Responsabilité Sociétale des Entreprises dans sa globalité.

De la même manière, le Conseil de Surveillance veille notamment à ce que la politique de rémunération de ses membres soit conforme à l'intérêt social de la Société et contribue à sa pérennité. Ainsi, l'enveloppe annuelle maximale de la rémunération du Conseil de Surveillance est mesurée, comparée aux enveloppes des mandataires sociaux non exécutifs de sociétés de capitalisation boursière équivalente (la Société mène en interne ou confie à des cabinets externes des études pour s'en assurer de façon régulière). En outre, cette rémunération est en partie liée aux responsabilités de chaque membre (Présidence et participation à des Comités) ainsi qu'à son assiduité.

Enfin, les remarques et les votes exprimés par les actionnaires sur les sujets de rémunération

lors des Assemblées Générales sont analysés par les associés commandités, le Conseil de Surveillance et le Comité des Rémunérations et des Nominations (soutien à plus de 97 % pour l'ensemble des résolutions relatives aux sujets de rémunération lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 11 juin 2020).

MODALITÉS D'APPLICATION À UN NOUVEAU MANDATAIRE SOCIAL

La politique de rémunération de la Gérance et la politique de rémunération du Conseil de Surveillance décrites ci-dessous s'appliqueraient (*prorata temporis* l'année de sa prise de mandat) respectivement à tout nouveau Gérant et à tout nouveau membre du Conseil de Surveillance.

5.4.2 Politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2021

La Présidente du Comité des Rémunérations et des Nominations a fait part de son rapport sur la politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2021, établi sur la base des travaux et analyse préalables du Comité et des échanges que ce dernier a eus avec les associés commandités, au Conseil de Surveillance qui s'est tenu le 11 mars 2021. Ce dernier a également disposé de l'ensemble des documents qui avaient été communiqués aux membres du Comité des Rémunérations et des Nominations.

Lors de cette séance, le Conseil de Surveillance a émis un avis favorable à la politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2021.

Les associés commandités se sont réunis à l'issue de la séance du Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 pour valider, après avoir pris connaissance de cet avis favorable et en tenant compte des principes et conditions prévus par les statuts, la politique de rémunération de la Gérance au titre de l'exercice 2021.

RÉMUNÉRATION FIXE

La rémunération fixe annuelle avait été initialement fixée, dans les statuts, pour l'ensemble de la Gérance à 1 478 450 euros hors taxes au titre de l'exercice 1997. Elle a évolué, depuis lors, selon la méthode suivante : la rémunération fixe annuelle de la Gérance au titre d'un exercice considéré est égale au produit de sa rémunération annuelle fixe au titre de l'exercice précédent par un coefficient égal à la moyenne arithmétique du taux d'évolution pendant l'exercice considéré des indices de référence retenus pour le calcul des redevances payées à Rubis SCA par ses deux principales

filiales en termes de chiffre d'affaires. Le taux d'évolution est égal au cours de clôture sur le cours d'ouverture de l'exercice considéré. Cette rémunération fixe annuelle est répartie librement entre les Gérants.

Compte tenu (i) de la cession de 45 % de Rubis Terminal à Cube Storage Europe HoldCo Ltd qui a entraîné la consolidation par mise en équivalence de Rubis Terminal depuis le 30 avril 2020 et (ii) du poids très significatif de Rubis Énergie, depuis plusieurs exercices, dans les résultats du Groupe, seul l'indice de référence retenu pour le calcul des redevances payées par Rubis Énergie sera considéré à partir de l'exercice 2021.

L'évolution annuelle de cet indice de référence ne peut être calculée qu'après la publication de l'indice du quatrième trimestre de l'exercice N, à la fin du mois de mars de l'exercice N+1. Par conséquent, le versement de la rémunération fixe au titre de l'exercice N se fait en plusieurs étapes :

- au premier trimestre de l'exercice N, un premier versement basé sur la dernière rémunération définitive connue (N-2) ;
- après la publication de l'indice du quatrième trimestre de l'exercice N-1 (fin mars N) permettant de calculer la rémunération définitive N-1, régularisation du versement du premier trimestre et versement d'acomptes basés sur cette rémunération définitive N-1 ;
- après la publication de l'indice du quatrième trimestre de l'exercice N (fin mars N+1), versement du solde définitif de la rémunération N.

La rémunération annuelle fixe de la Gérance au titre de l'exercice 2021 sera ainsi égale au produit de sa rémunération annuelle fixe au titre de l'exercice 2020 (2 375 196 euros) par le taux d'évolution au cours de l'exercice 2021 de l'indice de référence retenu pour le calcul des redevances payées, au titre de la convention d'assistance, à Rubis par Rubis Énergie, à savoir l'indice Insee du taux de salaire horaire des ouvriers de l'Industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné.

Le taux d'évolution de cet indice sera publié et la rémunération fixe définitive de la Gérance au titre de 2021 sera, par conséquent, connue à l'issue de l'exercice 2021, en mars 2022.

Dans l'attente de cette publication en mars 2022, la rémunération fixe au titre de 2021 sera versée sous forme d'acomptes, comme décrit ci-avant, sur la base du montant de la dernière rémunération fixe définitivement arrêtée et connue, après validation du Comité des Rémunérations et des Nominations ainsi que du Conseil de Surveillance, soit celle au titre de 2020.

La détermination en mars 2022 du montant définitif de la rémunération fixe de la Gérance au titre de l'exercice 2021 entraînera le versement d'un solde de régularisation.

En cas de rejet de la politique de rémunération pour l'exercice 2021 par l'Assemblée Générale 2021, le versement des acomptes se ferait sur la base de la dernière rémunération fixe attribuée, soit celle attribuée au titre de l'exercice 2020.

RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE

La rémunération variable annuelle de la Gérance est plafonnée à 50 % de la rémunération fixe annuelle. Aucun plancher n'est défini.

Par conséquent, la part fixe et la part variable maximale représentent respectivement 67 % et 33 % de la rémunération totale annuelle maximale.

La rémunération variable annuelle est répartie librement entre les Gérants.

La rémunération variable annuelle est intégralement fondée sur l'atteinte d'objectifs annuels en ligne avec la stratégie de la Société.

La rémunération variable annuelle est soumise à une condition préalable de déclenchement liée à la performance financière du Groupe : la progression d'au moins 5 % du résultat net par part du Groupe en 2021 par rapport à 2020. Si cette condition préalable n'est pas remplie, aucune rémunération variable ne sera due au titre de l'exercice 2021. Si cette condition préalable est remplie, un ensemble de critères complé-

mentaires doivent être atteints pour que la rémunération variable annuelle soit due.

Ces critères complémentaires, intégralement alignés sur la stratégie de la Société, sont, pour 75 %, quantitatifs et, pour 25 %, qualitatifs. Ils sont tous basés, y compris les critères qualitatifs, sur des indicateurs objectifs, permettant d'en mesurer l'atteinte à l'issue de l'exercice considéré. Ces critères prennent pour partie en considération les enjeux liés à la Responsabilité Sociétale des Entreprises, en particulier en matière sociale et environnementale.

Pour l'exercice 2021, les mêmes critères de performance financiers que ceux des exercices 2019 et 2020 ont été retenus, car ils reflètent la qualité de la gestion de la Société. Ils représentent 75 % de la part variable maximale et représentent par conséquent jusqu'à 37,5 % de la rémunération fixe.

Les mêmes critères qualitatifs relatifs à la qualité du bilan, à la sécurité au travail et aux émissions de CO₂ que ceux des exercices 2019 et 2020 ont été retenus, car ils traduisent des enjeux qui continuent à être fondamentaux

pour la Société. En raison de leur importance pour l'exercice 2021, les critères suivants ont été ajoutés : (i) la définition par Rubis SCA d'une feuille de route RSE, permettant de fixer les objectifs pertinents en matière notamment de transition énergétique, diversité et conformité, ainsi que les diverses étapes pour les atteindre, et (ii) la déclinaison de cette feuille de route RSE par Rubis Énergie et ses diverses entités, assurant ainsi une « prise en main » opérationnelle de ces différents enjeux. Ces critères qualitatifs représentent 25 % de la part variable maximale au titre de l'exercice 2021 et représentent par conséquent jusqu'à 12,5 % de la rémunération fixe au titre de l'exercice 2021.

L'analyse de l'atteinte ou de l'échec de la condition préalable, puis, si elle est atteinte, l'appréciation du taux de réalisation des critères quantitatifs et qualitatifs se feront à l'issue de l'exercice 2021 et seront communiqués dans le Document d'enregistrement universel 2021.

La politique ne prévoit pas la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable qui aurait été versée.



OBJECTIFS DE PERFORMANCE PROPOSÉS POUR LA RÉMUNÉRATION VARIABLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2021

CONDITION PRÉALABLE DE DÉCLENCHEMENT : PROGRESSION DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE 2021 PAR RAPPORT À 2020 > 5 %

Si résultat net part du Groupe 2021 < 105 % résultat net part du Groupe 2020	→ Rémunération variable annuelle = 0 € (quel que soit le niveau de réalisation des critères ci-dessous)
Si résultat net part du Groupe 2021 ≥ 105 % résultat net part du Groupe 2020	→ Application des critères ci-dessous

CRITÈRES DE PERFORMANCE

Critères quantitatifs (75 %)	Taux de réalisation	Pondération
Performance globale relative du titre Rubis par rapport à son indice de référence (SBF 120) ⁽¹⁾	Plus de 2 points de pourcentage = 100 % Comprise entre - 2 et + 2 points de pourcentage = 50 % Inférieure à - 2 points de pourcentage = 0 %	25 %
Performance du résultat brut d'exploitation (RBE) par rapport au consensus des analystes ⁽²⁾	Plus de 2 % = 100 % Comprise entre - 2 % et + 2 % = 50 % Inférieure à - 2 % = 0 %	25 %
Performance du bénéfice par action (BPA) par rapport au consensus des analystes ⁽²⁾	Plus de 2 % = 100 % Comprise entre - 2 % et + 2 % = 50 % Inférieure à - 2 % = 0 %	25 %
Critères qualitatifs (25 %)	Taux de réalisation	Pondération
Qualité du bilan : ratio de dette financière nette sur RBE	Ratio ≤ 2 = 100 % 2 < ratio ≤ 3 = 50 % Ratio > 3 = 0 %	5 %
Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE)	Taux 2021 ≤ 2020 = 100 % Taux 2021 > 2020 = 0 %	5 %
• Sécurité au travail : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt en 2021 chez Rubis SCA et Rubis Énergie stable ou inférieur à 2020 ; en cas de décès d'un collaborateur, le critère est, en tout état de cause, considéré comme non réalisé		
• Climat : Émissions de CO ₂ en 2021 (scopes 1 et 2) en baisse par rapport à 2020 chez Rubis Énergie ⁽³⁾	Ratio 2021 < ratio 2020 = 100 % Ratio 2021 = ratio 2020 = 50 % Ratio 2021 > ratio 2020 = 0 %	5 %
Politique RSE :	Définition = 100 % Absence de définition = 0 %	5 %
• Définition par Rubis SCA d'une « Feuille de Route RSE » incluant les enjeux climatiques, de diversité et de conformité		
• Déclinaison par Rubis Énergie et ses filiales de la « Feuille de Route RSE »	Déclinaison dans au moins 50 % du périmètre = 100 % Déclinaison dans au moins 30 % du périmètre = 50 % Déclinaison dans moins de 30 % du périmètre = 0 %	5 %

(1) La performance globale relative correspond à la variation annuelle du cours augmentée du dividende et des droits détachés.

(2) Le consensus des analystes auquel le Comité des Rémunérations et des Nominations se réfère est celui publié par la société FactSet. Les données prospectives (ou consensus des analystes) pour l'exercice en cours (N) sont les dernières connues dans le mois qui suit la publication des comptes annuels de l'année N-1. Ainsi, pour la rémunération variable au titre de l'exercice 2021, le consensus des analystes pris en considération est celui publié dans le mois qui suit la publication des résultats 2020 (intervenue le 11 mars 2021).

(3) Le scope 1 correspond aux émissions directes de nos activités et le scope 2 correspond aux émissions indirectes liées aux consommations énergétiques dans nos activités. Sont exclues les émissions du scope 3 qui sont toutes les autres émissions indirectes (fournisseurs, utilisation des produits finis vendus, etc.). Calcul du ratio : volume des émissions scopes 1 et 2 / volume des produits vendus convertis en MWh.

AVANTAGES DE TOUTE NATURE

La politique de rémunération de la Gérance prévoit que le seul avantage en nature dont les Gérants puissent bénéficier est un véhicule de fonction.

RÉMUNÉRATION VARIABLE PLURIANNUELLE

Aucune rémunération variable pluriannuelle n'est prévue dans la politique de rémunération de la Gérance.

RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

Aucune rémunération exceptionnelle n'est prévue dans la politique de rémunération de la Gérance.

RÉMUNÉRATION VARIABLE À LONG TERME

Aucune rémunération variable à long terme n'est prévue dans la politique de rémunération de la Gérance.

ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION, INDEMNITÉS OU AVANTAGES LIÉS À LA PRISE DE MANDAT

Aucune rémunération, aucune indemnité et aucun avantage liés à une prise de mandat social n'est prévu dans la politique de rémunération de la Gérance.

ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION, INDEMNITÉS OU AVANTAGES À L'ISSUE DU MANDAT SOCIAL

Aucune rémunération, aucune indemnité et aucun avantage à l'issue du mandat social n'est prévu dans la politique de rémunération de la Gérance. Ainsi, les Gérants ne bénéficient pas d'indemnité de départ ou de contrepartie à un engagement de non-concurrence.

RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

La politique ne prévoit pas le bénéfice d'un régime de retraite supplémentaire.

5.4.3 Politique de rémunération du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2021

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance se compose d'une part fixe (40 %) et d'une part variable liée à l'assiduité aux réunions (60 %). Une part est, par ailleurs, attachée aux Présidences du Conseil de Surveillance et des Comités. Aucun autre élément de rémunération n'est versé ou attribué aux membres du Conseil de Surveillance.

Tout membre nouvellement nommé lors de l'Assemblée Générale perçoit, l'année de sa nomination, 50 % du montant de sa rémunération.

Selon le Règlement intérieur du Conseil, chaque membre doit réinvestir en titres Rubis la moitié de la rémunération perçue jusqu'à une détention minimale de 250 actions par membre, exception faite des membres qui représentent une société déjà actionnaire.

L'enveloppe annuelle destinée à la rémunération des membres du Conseil de Surveillance est fixée par les actionnaires en Assemblée Générale. Conformément à la 10^e résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2019, elle est actuellement de 200 000 euros. Il est proposé à l'Assemblée Générale 2021, dans une résolution distincte, de porter ce montant à 240 000 euros.

Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale 2021 de cette nouvelle enveloppe annuelle, la politique de rémunération de ses membres fixée par le Conseil de Surveillance le 11 mars 2021, sur proposition du Comité des

Rémunérations et des Nominations du 9 mars 2021, pour l'exercice 2021 serait la suivante :

- rémunération annuelle pour un membre du Conseil de Surveillance : 12 000 euros (dont 60 % de part variable) ;
- rémunération annuelle pour un membre du Comité des Comptes et des Risques : 9 000 euros (dont 60 % de part variable) ;
- rémunération annuelle pour un membre du Comité des Rémunérations et des Nominations : 6 000 euros (dont 60 % de part variable) ;
- part attachée à la Présidence du Conseil de Surveillance : 18 000 euros ;
- part attachée à la Présidence du Comité des Comptes et des Risques : 9 000 euros ;
- part attachée à la Présidence du Comité des Rémunérations et des Nominations : 4 500 euros.

Le nouveau montant de cette enveloppe annuelle (240 000 euros) est proposé en raison de l'augmentation du nombre de réunions du Conseil de Surveillance et du Comité des Rémunérations et des Nominations (liée à la multiplication des sujets qui leur sont soumis), de la proposition, soumise à l'Assemblée Générale 2021, de nomination d'un nouveau membre au Conseil de Surveillance et, enfin, de la revalorisation de la rémunération individuelle des membres du Conseil de Surveillance et des Comités en ligne avec les pratiques du marché.

Le Conseil de Surveillance a souhaité, dans sa proposition de répartition de l'enveloppe annuelle, ne pas distribuer la totalité de celle-ci afin de conserver la possibilité de rémunérer, le cas échéant, un membre supplémentaire qui serait nommé par l'Assemblée Générale.

Si cette nouvelle enveloppe annuelle n'était pas approuvée par l'Assemblée Générale 2021, l'enveloppe actuelle continuerait à s'appliquer, conformément à la politique de rémunération, adoptée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2020 :

- rémunération annuelle pour un membre du Conseil de Surveillance : 10 000 euros (dont 60 % de part variable) ;
- rémunération annuelle pour un membre du Comité des Comptes et des Risques : 7 000 euros (dont 60 % de part variable) ;
- rémunération annuelle pour un membre du Comité des Rémunérations et des Nominations : 3 500 euros (dont 60 % de part variable) ;
- part attachée à la Présidence du Conseil de Surveillance : 18 000 euros ;
- part attachée à la Présidence du Comité des Comptes et des Risques : 9 000 euros ;
- part attachée à la Présidence du Comité des Rémunérations et des Nominations : 3 500 euros.

5.4.4 Éléments de la rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020 aux mandataires sociaux

La présente section (i) présente les ratios d'équité ainsi que la progression annuelle des rémunérations et des performances de la Société et (ii) détaille les éléments des rémunérations versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2020 à chaque mandataire social, c'est-à-dire :

- aux Gérants : M. Gilles Gobin, la société Sorgema, la société Agena, représentée par M. Jacques Riou, et la société GR Partenaires. La rémunération fixe et la rémunération variable annuelle sont réparties librement entre les Gérants. Ainsi, M. Gilles Gobin et la société Sorgema perçoivent 70 % de la rémunération fixe et variable annuelle, alors que la société Agena, représentée par M. Jacques Riou, en perçoit les 30 % complémentaires. La société GR Partenaires ne reçoit aucune rémunération ;
- au Président du Conseil de Surveillance ;

- aux autres membres du Conseil de Surveillance.

RATIOS D'ÉQUITÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-9, I. 6^e et 7^e du Code de commerce, la Société présente les ratios d'équité permettant la comparaison de la rémunération de la Gérance et du Président du Conseil de Surveillance avec la rémunération moyenne et la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de la Société (hors Gérance et Président du Conseil de Surveillance).

En outre, conformément à la recommandation 26.2 du Code Afep-Medef et aux lignes directrices publiées par l'Afep en février 2021, la Société présente des ratios d'équité complémentaires, sur un périmètre élargi, permettant la comparaison de la rémunération

de la Gérance et du Président du Conseil de Surveillance avec la rémunération moyenne et la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des effectifs en France de la Société (hors Gérance et Président du Conseil de Surveillance) et des filiales françaises dont elle a le contrôle exclusif au sens de l'article L. 233-16, II du Code de commerce (soit, jusqu'à l'exercice 2019, Rubis Terminal et Rubis Énergie ainsi que leurs filiales françaises en contrôle exclusif, puis, à partir de l'exercice 2020, Rubis Énergie et ses filiales françaises en contrôle exclusif).

Afin d'être en mesure de communiquer l'information sur un périmètre élargi, la Société a choisi d'établir ces ratios sur la base des rémunérations et avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice considéré (et non plus, comme dans le Document d'enregistrement universel 2019, dus ou attribués au titre de l'exercice considéré).

Les éléments pris en considération pour la Gérance et le Président du Conseil de Surveillance sont fixés par les lignes directrices de l'Afep (et, pour les exercices 2019 et 2020, sont décrits ci-après) et sont établis sur une base brute. Les éléments pris en considération pour les salariés sont fixés par les lignes directrices de l'Afep, sont établis sur une base brute et, conformément à ces lignes directrices, ne comprennent pas les indemnités de départ et de non-concurrence ainsi que tout régime de retraite supplémentaire.

Par ailleurs, la Société a décidé de retenir comme second critère financier le résultat net part du Groupe. Tout comme le résultat brut d'exploitation consolidé du Groupe, il reflète en effet la performance du Groupe.

Aucun tableau concernant la société GR Partenaires n'est présenté dans la mesure où elle ne reçoit aucune rémunération au titre de son mandat de Gérante.

Ces ratios, ainsi que l'évolution annuelle de ceux-ci, de la rémunération de chaque Gérant

et du Président du Conseil de Surveillance, de la performance de la Société et des rémunérations moyenne et médiane équivalent temps plein des salariés figurent dans les tableaux ci-dessous. Pour établir ces tableaux, la Société s'est référée aux lignes directrices de l'Afep actualisées en février 2021.

PERFORMANCE DE LA SOCIÉTÉ

Critères	2016	2017	2018	2019	2020
RBE consolidé du Groupe (en milliers d'euros)	411 495	496 061	500 349*	523 996	505 587
Évolution par rapport à l'exercice précédent	+ 19,4 %	+ 20,6 %	+ 0,9 %	+ 4,7 %	- 3,5 %
RNPG (en milliers d'euros)	208 022	265 583	254 070	307 227	280 333
Évolution par rapport à l'exercice précédent	+ 22 %	+ 28 %	- 4 %	+ 21 %	- 9 %

* RBE consolidé du Groupe publié dans l'URD 2018.

RATIOS D'ÉQUITÉ GÉRANCE

Société Sorgema et M. Gilles Gobin (Gérants)	2016	2017	2018	2019	2020
Évolution de la rémunération de la société Sorgema et de M. Gilles Gobin	+ 48 %	- 1,7 %	+ 5,2 %	- 31,4 %	+ 1 %
Informations sur le périmètre de la société cotée					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 3,6 %	+ 4,8 %	+ 16,4 %	+ 78,3 %	+ 6,6 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	12,2	11,5	10,4	4	3,8
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 44 %	- 6 %	- 10 %	- 62 %	- 5 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	+ 21,3 %	- 16,4 %	+ 23,1 %	+ 43,5 %	- 26,4 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	22,1	26	22,3	10,6	14,6
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 23 %	+ 18 %	- 14 %	- 52 %	+ 38 %
Informations complémentaires sur le périmètre élargi					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 2,5 %	+ 2,3 %	- 2,7 %	+ 15,5 %	+ 13 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	33,7	32,4	35,1	20,8	18,6
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 44 %	- 4 %	+ 9 %	- 41 %	- 10 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	- 0,4 %	+ 5,3 %	+ 0,2 %	+ 1,7 %	+ 16 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	42,3	39,5	41,5	28	24,4
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 48 %	- 6,6 %	+ 5 %	- 33 %	- 13 %

Société Agena (Gérante) et son Président (M. Jacques Riou)	2016	2017	2018	2019	2020
Évolution de la rémunération de la société Agena et de son Président (M. Jacques Riou)	+ 33,2 %	- 0,9 %	+ 4,2 %	- 24,1 %	- 1,1 %
Informations sur le périmètre de la société cotée					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 3,6 %	+ 4,8 %	+ 16,4 %	+ 78,3 %	+ 6,6 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	6,8	6,4	5,7	2,4	2,3
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 28 %	- 6 %	- 10 %	- 58 %	- 4 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	+ 21,3 %	- 16,4 %	+ 23,1 %	+ 43,5 %	- 26,4 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	12,3	14,5	12,3	6,5	8,7
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+10 %	+ 18 %	- 15 %	- 47 %	+ 34 %
Informations complémentaires sur le périmètre élargi					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 2,5 %	+ 2,3 %	- 2,7 %	+ 15,5 %	+ 13 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	18,7	18,1	19,4	12,7	11,2
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 30 %	- 3 %	+ 7 %	- 35 %	- 12 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	- 0,4 %	+ 5,3 %	+ 0,2 %	+ 1,7 %	+ 16 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	23,4	22,1	23	17,1	14,6
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	+ 34 %	- 6 %	+ 4 %	- 26 %	- 15 %

RATIOS D'ÉQUITÉ PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

	2016	2017	2018	2019	2020
Évolution de la rémunération du Président du Conseil de Surveillance (M. Olivier Heckenroth)	0 %	0 %	+ 12,4 %	+ 27,2 %	0 %
Informations sur le périmètre de la société cotée					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 3,6 %	+ 4,8 %	+ 16,4 %	+ 78,3 %	+ 6,6 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	+ 21,3 %	- 16,4 %	+ 23,1 %	+ 43,5 %	- 26,4 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	0 %	0 %	0 %	- 33,33 %	+ 50 %
Informations complémentaires sur le périmètre élargi					
Évolution de la rémunération moyenne des salariés	+ 2,5 %	+ 2,3 %	- 2,7 %	+ 15,5 %	+ 13 %
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	0 %	0 %	0 %	+ 25 %	- 20 %
Évolution de la rémunération médiane des salariés	- 0,4 %	+ 5,3 %	+ 0,2 %	+ 1,7 %	+ 16 %
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Évolution du ratio par rapport à l'exercice précédent	0 %	0 %	0 %	+ 20 %	0 %

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 À LA GÉRANCE

Lors de sa réunion du 9 mars 2021, le Comité des Rémunérations et des Nominations a déterminé les éléments de rémunération à verser ou à attribuer à la Gérance au titre de l'exercice 2020, conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2020 et aux règles statutaires, et a fourni un compte rendu de ses travaux au Conseil de Surveillance du 11 mars 2021. Ce dernier a validé la conformité de ces éléments avec la politique de rémunération de la Gérance approuvée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2020 ainsi qu'avec les règles statutaires.

Pour l'appréciation du taux de réalisation des objectifs attachés à la rémunération variable annuelle, le Comité des Rémunérations et des Nominations du 9 mars 2021 a bénéficié du compte rendu que sa Présidente lui a fait de la réunion du Comité des Comptes et des Risques, qu'elle préside également et qui s'était tenu le 8 mars 2021. Les documents mis à disposition du Comité des Comptes et des Risques (dont notamment les comptes consolidés et sociaux de l'exercice 2020 et les cartographies des risques) ainsi que ce compte rendu ont permis

au Comité des Rémunérations et des Nominations de déterminer les taux de réalisation des objectifs.

DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION FIXE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

Les indices de référence du quatrième trimestre de l'exercice 2020 n'étant publiés qu'à la fin du mois de mars de l'exercice 2021, la rémunération fixe pour l'exercice 2020 a été arrêtée provisoirement par le Conseil de Surveillance au montant définitif versé au titre de l'exercice 2019, soit 2 349 204 euros (contre 2 319 670,27 euros au titre de l'exercice 2018). À la suite de la publication des indices fin mars 2021, cette rémunération provisoire a été automatiquement réajustée du coefficient égal à la moyenne du taux d'évolution annuel des indices Insee du taux de salaire horaire des ouvriers de l'Industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (taux de 1,0039) applicable à Rubis Énergie et du taux de salaire horaire des ouvriers de l'Industrie chimique (taux de 1,018) applicable à Rubis Terminal (i.e. coefficient de 1,0111).

Le montant de la rémunération définitive attribuée à la Gérance au titre de l'exercice 2020 a ainsi été fixé à 2 375 196 euros et été

immédiatement communiqué aux membres du Comité des Rémunérations et des Nominations. Il sera inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil de Surveillance prévu en juin 2021.

DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

Le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 a constaté que le résultat net part du Groupe 2020 n'avait pas progressé de plus de 5 % par rapport à l'exercice 2019. La condition préalable de déclenchement n'étant, par conséquent, pas remplie, il a conclu qu'aucune rémunération variable n'était due au titre de l'exercice 2020.

Afin d'assurer le suivi sur plusieurs années de la réalisation des critères de performance attachés à la rémunération variable annuelle, le Conseil de Surveillance a toutefois examiné leur réalisation sur l'exercice 2020. Ainsi, il a été établi que le taux global de réalisation des critères quantitatifs et qualitatifs s'élevait à 45 % au titre de l'exercice 2020 (17,5 % au titre de l'exercice 2019). Aucune rémunération n'a toutefois été versée puisque la condition préalable n'était pas remplie.

NIVEAU DE RÉALISATION DE LA CONDITION PRÉALABLE DE DÉCLENCHEMENT ET DES CRITÈRES ATTACHÉS À LA RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE DE LA GÉRANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

CONDITION PRÉALABLE DE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE : PROGRESSION DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE 2020 PAR RAPPORT À 2019 > 5 %

Objectifs	2020	2019	Variation	Réalisation/non réalisation
Si résultat net part du Groupe 2020 < 105 % résultat net part du Groupe 2019 → Absence de déclenchement	280 333 k€	307 227 k€	91 %	Condition préalable non atteinte → absence de déclenchement → aucune rémunération variable annuelle due
Si résultat net part du Groupe 2020 ≥ 105 % résultat net part du Groupe 2019 → Déclenchement				

CRITÈRES DE PERFORMANCE

Critères quantitatifs (75 %)	Pondération	Objectifs	Performance Rubis 2020	Performance référentiel 2020	Taux de réalisation pour 2020	Montant dû 2020
Performance globale relative du titre Rubis par rapport à son indice de référence (SBF 120) ⁽¹⁾	25 %	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 2 points de pourcentage = 100 % Comprise entre - 2 et + 2 points de pourcentage = 50 % Inférieure à - 2 points de pourcentage = 0 % 	- 27,87 %	- 4,50 %	0 %	Sans objet car condition préalable de déclenchement non atteinte
Performance du résultat brut d'exploitation (RBE) par rapport au consensus des analystes ⁽²⁾	25 %	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 2 % = 100 % Comprise entre - 2 % et + 2 % = 50 % Inférieure à - 2 % = 0 % 	506 M€	473 M€	100 %	
Performance du bénéfice par action (BPA) par rapport au consensus des analystes ⁽²⁾	25 %	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 2 % = 100 % Comprise entre - 2 % et + 2 % = 50 % Inférieure à - 2 % = 0 % 	2,72 €	2,76 €	0 %	
Critères qualitatifs (25 %)	Pondération	Objectifs	Performance Rubis 2020		Taux de réalisation pour 2020	Montant dû 2020
Qualité du bilan : ratio de dette financière nette sur RBE	5 %	Ratio ≤ 2 = 100 % 2 < ratio ≤ 3 = 50 % Ratio > 3 = 0 %		0,36	100 %	Sans objet car condition préalable de déclenchement non atteinte
Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE)	5 %	Taux 2020 stable ou inférieur à 2019 = 100 % Taux 2020 supérieur à 2019 = 0 %	5,5 en 2020 contre 5,8 en 2019		100 %	
• Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt dans le Groupe en 2020 stable ou inférieur à 2019 ; en cas de décès d'un collaborateur, le critère est considéré comme non atteint						
• Émissions de CO ₂ en 2020 (scopes 1 et 2) en baisse par rapport à 2019 ⁽³⁾	5 %	Ratio 2020 < ratio 2019 = 100 % Ratio 2020 = ratio 2019 = 50 % Ratio 2020 > ratio 2019 = 0 %	Volumes des émissions 2020 > volume des émissions 2019		0 %	
Éthique : intégration d'une analyse préalable des risques et enjeux de conformité dans les projets de développement (acquisitions, JV, nouvelles activités)	5 %		Mise en place dans au moins 75 % des filiales		100 %	
Diversité : mise en place d'objectifs pluriannuels de mixité au sein des instances dirigeantes de Rubis SCA et de Rubis Énergie	5 %		Mise en place d'objectifs chez Rubis SCA ⁽⁴⁾ et chez Rubis Énergie ⁽⁵⁾		100 %	
Taux global de réalisation des critères de performance					45 %	
RÉMUNÉRATION VARIABLE DE LA GÉRANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020						0 €

(1) La performance globale relative correspond à la variation annuelle du cours augmentée du dividende et des droits détachés.

(2) Le consensus des analystes auquel le Comité des Rémunérations et des Nominations se réfère est celui publié par la société FactSet. Pour l'exercice en cours (N), il s'agit du consensus connu dans le mois qui suit la publication des comptes annuels de l'année N-1. Ainsi, pour la rémunération variable attachée à l'exercice 2020, le consensus des analystes pris en considération est celui publié dans le mois qui suit la publication des résultats 2019 (intervenue le 12 mars 2020).

(3) Le scope 1 correspond aux émissions directes de nos activités et le scope 2 correspond aux émissions indirectes liées aux consommations énergétiques dans nos activités. Sont exclues les émissions du scope 3 qui sont toutes les autres émissions indirectes (fournisseurs, utilisation des produits finis vendus, etc.). Calcul du ratio : pour Rubis Énergie = volume des émissions scopes 1 et 2 / volume des produits vendus ; pour Rubis Terminal = volume des émissions scopes 1 et 2 / volume des produits passés.

(4) Objectif 2025 : maintien d'une proportion d'au moins 30 % de membres de chaque genre au sein du Comité de Direction Groupe.

(5) Objectif 2025 : atteinte d'une proportion de 30 % de femmes en moyenne au sein des Comités de Direction de Rubis Énergie et de ses filiales.

AVANTAGES DE TOUTE NATURE

Au 31 décembre 2020, l'avantage en nature lié au véhicule de fonction de M. Gilles Gobin est évalué à 17 741 euros.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 À LA SOCIÉTÉ SORGEMA (DONT M. GILLES GOBIN EST GÉRANT)

Éléments de la rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos	Montants attribués au titre de l'exercice 2020	Montants versés au cours de l'exercice 2020	Présentation
Rémunération fixe	1 662 637 €	1 665 116€	<p>Application de l'article 54 des statuts de la Société.</p> <p>À la suite de la publication, fin mars 2021, des indices de référence Insee pour l'exercice 2020, la rémunération fixe globale de la Gérance a été arrêtée par le Conseil de Surveillance à 2 375 196 euros sur la période, en augmentation de 1,011 % par rapport à celle de 2019 (2 349 204 euros).</p> <p>La différence entre le montant attribué au titre de l'exercice 2020 et celui versé au cours de ce même exercice s'explique par la régularisation de la rémunération fixe au titre de l'exercice 2019 qui a été effectuée à la suite de la publication, fin mars 2020, des indices de référence Insee pour l'exercice 2019 et qui a donné lieu à un versement au cours de l'exercice 2020.</p> <p>Ce décalage, propre à la publication des indices Insee de l'année N en mars de l'année N+1, est destiné à se reproduire tous les ans.</p> <p>Sorgema a perçu 70 % de cette rémunération fixe globale.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter à la page 162.</p>
Rémunération variable annuelle	0 €	0 €	<p>Plafonnée à 50 % de la rémunération fixe et intégralement soumise à des critères de performance.</p> <p>La condition préalable de déclenchement n'est pas atteinte car l'évolution du résultat net part du Groupe 2020 (280 333 k€) par rapport au résultat net part du Groupe 2019 (307 227 k€) < 105 %. Aucune rémunération variable annuelle n'est donc due au titre de l'exercice 2020.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter au tableau présentant le niveau d'atteinte de la condition préalable de déclenchement et des critères attachés à la rémunération variable annuelle de la Gérance au titre de l'exercice 2020 en page 163.</p>
Rémunération variable pluriannuelle	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération exceptionnelle.
Options de souscription d'actions, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'attribution d'options de souscription d'actions de performance ou de tout autre élément de rémunération de long terme.
Avantages de toute nature	0 €	0 €	Absence d'attribution d'avantages en nature.
Rémunération, indemnité ou avantage lié à la prise de mandat social	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération, d'indemnité ou d'avantage lié à la prise de mandat social.
Indemnité de départ	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'indemnité de départ.
Contrepartie à un engagement de non-concurrence	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'engagement de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas le bénéfice d'un régime de retraite supplémentaire.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 À M. GILLES GOBIN

M. Gilles Gobin dispose d'un véhicule de fonction dont l'avantage est évalué, au 31 décembre 2020, à 17 741 euros (au 31 décembre 2019, à 16 768 euros). Comme au titre des exercices antérieurs, aucun autre élément de rémunération d'aucune sorte ne lui a été versé au cours ou attribué au titre de l'exercice 2020. Par conséquent, la Société n'a pas estimé utile de reproduire l'intégralité du tableau normé du guide d'application du Code Afep-Medef.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 À LA SOCIÉTÉ AGENA (DONT M. JACQUES RIOU EST PRÉSIDENT)

Éléments de la rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos	Montants attribués au titre de l'exercice 2020	Montants versés au cours de l'exercice 2020	Présentation
Rémunération fixe	712 559 €	713 621 €	Application de l'article 54 des statuts de la Société. À la suite de la publication des indices de référence Insee pour l'exercice 2020 fin mars 2021, la rémunération fixe globale de la Gérance a été arrêtée par le Conseil de Surveillance à 2 375 196 euros sur la période, en augmentation de 1,0111 % par rapport à celle de 2019 (2 349 204 euros). La différence entre le montant attribué au titre de l'exercice 2020 et celui versé au cours de ce même exercice s'explique par la régularisation de la rémunération fixe au titre de l'exercice 2019 qui a été effectuée à la suite de la publication, fin mars 2020, des indices de référence Insee pour l'exercice 2019 et qui a donné lieu à un versement au cours de l'exercice 2020. Ce décalage, propre à la publication des indices Insee de l'année N en mars de l'année N+1, est destiné à se reproduire tous les ans. Agena a perçu 30 % de cette rémunération fixe globale. Pour plus de détails, se reporter à la page 162.
Rémunération variable annuelle	0 €	0 €	Plafonnée à 50 % de la rémunération fixe et intégralement soumise à des critères de performance. La condition préalable de déclenchement n'est pas atteinte car l'évolution du résultat net part du Groupe 2020 (280 333 k€) par rapport au résultat net part du Groupe 2019 (307 227 k€) < 105 %. Aucune rémunération variable annuelle n'est donc due au titre de l'exercice 2020. Pour plus de détails, se reporter au tableau présentant le niveau d'atteinte de la condition préalable de déclenchement et des critères attachés à la rémunération variable annuelle de la Gérance au titre de l'exercice 2020 en page 163.
Rémunération variable pluriannuelle	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération exceptionnelle.
Options de souscription d'actions, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'attribution d'options de souscription, d'actions de performance ou de tout autre élément de rémunération de long terme.
Avantages de toute nature	0 €	0 €	Absence d'attribution d'avantages en nature.
Rémunération ou avantage versé ou attribué par des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation	294 292 €	312 238 €	Rémunération ou avantage versé ou attribué, à titre personnel, à M. Jacques Riou (Président d'Agena), par des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation au titre des mandats qu'il y détenait en 2020.
Rémunération, indemnité ou avantage lié à la prise de mandat social	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas de rémunération, d'indemnité ou d'avantage lié à la prise de mandat social.
Indemnité de départ	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'indemnité de départ.
Contrepartie à un engagement de non-concurrence	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas d'engagement de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Sans objet	Sans objet	La politique ne prévoit pas le bénéfice d'un régime de retraite supplémentaire.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 À LA SOCIÉTÉ GR PARTENAIRES

Comme au titre des exercices antérieurs, aucune rémunération d'aucune sorte n'a été versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2020 à la société GR Partenaires au titre de sa fonction de Gérante de Rubis SCA. Par conséquent, la Société n'a pas estimé utile de reproduire l'intégralité du tableau normé du guide d'application du Code Afep-Medef, ni de soumettre à l'Assemblée Générale 2021 une résolution concernant la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2020 à la société GR Partenaires.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Lors de sa réunion du 9 mars 2021, le Comité des Rémunérations et des Nominations a déterminé les éléments de rémunération à verser ou à attribuer au Président du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2020, conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 11 juin 2020, et a fourni un compte rendu de ses

travaux au Conseil de Surveillance du 11 mars 2021. Ce dernier a validé la conformité des éléments relatifs au Président du Conseil de Surveillance avec la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 11 juin 2020.

La rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2020 à M. Olivier Heckenroth, Président du Conseil de Surveillance, figure dans le tableau ci-dessous. Elle est liée à son mandat de membre du Conseil de Surveillance, ainsi qu'à la Présidence de celui-ci et à sa participation aux Comités. Aucune autre rémunération n'a été versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2020 à M. Olivier Heckenroth.

Pour rappel, le taux d'assiduité de M. Olivier Heckenroth aux réunions du Conseil de Surveillance et des Comités a été de 100 % en 2020 (comme en 2019).

	Montants attribués au titre de l'exercice 2020 (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice 2020 (en euros)
Olivier Heckenroth		
Président du Conseil de Surveillance		
• part précipitaire	18 000	18 000
• part fixe (40 %)	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques		
• part fixe (40 %)	2 800	2 800
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 200	4 200
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations		
• part fixe (40 %)	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	2 100	2 100
TOTAL	38 500	38 500

RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Lors de sa réunion du 11 mars 2021, le Conseil de Surveillance, sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, a réparti le

montant à allouer à ses membres au titre de l'exercice 2020.

La rémunération allouée aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2020 figure dans le tableau ci-dessous. Pour chaque membre, elle est liée à son mandat social et à son assiduité, ainsi éventuellement

qu'à une Présidence ou une participation aux Comités. Aucune autre rémunération n'a été versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2020 aux membres du Conseil de Surveillance.

**TABLEAUX 3 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU SUR LES RÉMUNÉRATIONS
ALLOUÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS**

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)
Olivier Heckenroth				
Président du Conseil de Surveillance				
• part précipitaire	18 000	18 000	18 000	18 000
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques				
• part fixe (40 %)	2 800	2 800	2 800	2 800
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 200	4 200	4 200	4 200
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations				
• part fixe (40 %)	1 400	1 400	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	2 100	2 100	2 100	2 100
Chantal Mazzacurati				
Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Présidente du Comité des Comptes et des Risques				
• part précipitaire	9 000	9 000	9 000	9 000
• part fixe (40 %)	2 800	2 800	2 800	2 800
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 200	4 200	4 200	4 200
Présidente du Comité des Rémunérations et des Nominations				
• part précipitaire	3 500	3 500	3 500	3 500
• part fixe (40 %)	1 400	1 400	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	2 100	2 100	2 100	2 100

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)
Hervé Claquin Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques				
• part fixe (40 %)	2 800	2 800	2 800	2 800
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 200	4 200	4 200	4 200
Claudine Clot ⁽¹⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	-	-	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	-	-	3 000	3 000
Olivier Dassault ⁽¹⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	-	-	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	-	-	3 000	3 000
Marie-Hélène Dessailly Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques				
• part fixe (40 %)	2 800	2 800	2 800	2 800
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 200	4 200	4 200	4 200
Carole Fiquemont ⁽²⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	3 000	3 000
Aurélié Goulart-Lechevalier ⁽²⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	3 000	3 000
Laure Grimonpret-Tahon Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations				
• part fixe (40 %)	1 400	1 400	-	-
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	2 100	2 100	-	-
Maud Hayat-Soria ⁽¹⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	-	-	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	-	-	3 000	3 000
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations				
• part fixe (40 %)	-	-	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	-	-	2 100	2 100
Christian Moretti ⁽³⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	2 000	2 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	0	0	6 000	6 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques				
• part fixe (40 %)	-	-	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	-	-	2 100	2 100

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)	Montants attribués au titre de l'exercice (en euros)	Montants versés au cours de l'exercice (en euros)
Marc-Olivier Laurent ⁽⁴⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	2 000	2 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	4 000 ⁽⁶⁾	3 000 ⁽⁶⁾	3 000	3 000
Membre du Comité des Comptes et des Risques				
• part fixe (40 %)	2 800	2 800	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	1 400 ⁽⁶⁾	2 100 ⁽⁶⁾	2 100	2 100
Alexandre Picciotto ⁽⁵⁾ Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	2 000	2 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	0	0	6 000	6 000
Erik Pointillart Membre du Conseil de Surveillance				
• part fixe (40 %)	4 000	4 000	4 000	4 000
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	6 000	6 000	6 000	6 000
Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations				
• part fixe (40 %)	1 400	1 400	1 400	1 400
• part variable basée sur l'assiduité (60 %)	2 100	2 100	2 100	2 100
MONTANT TOTAL	168 700	168 400	189 500	189 500

(1) Membre du Conseil de Surveillance jusqu'à l'Assemblée Générale du 11 juin 2019, elle/il a perçu 50 % du montant de la rémunération pour l'année 2019.

(2) Nommée membre du Conseil de Surveillance par l'Assemblée Générale du 11 juin 2019, elle a perçu 50 % du montant de la rémunération liée à ce mandat pour l'année 2019.

(3) Membre du Conseil de Surveillance jusqu'à l'Assemblée Générale du 11 juin 2020, il a perçu 50 % du montant de la rémunération pour l'année 2020. Membre du Comité des Comptes et des Risques jusqu'à l'Assemblée Générale du 11 juin 2019, il a perçu 50 % du montant de la rémunération liée à ce mandat pour l'année 2019.

(4) Membre du Conseil de Surveillance et du Comité des Comptes et des Risques depuis l'Assemblée Générale du 11 juin 2019, il a perçu 50 % du montant de la rémunération pour l'année 2019.

(5) Membre du Conseil de Surveillance jusqu'à l'Assemblée Générale du 11 juin 2020, il a perçu 50 % du montant de la rémunération pour l'année 2020.

(6) Les montants variables ont été réajustés en raison des réunions supplémentaires du Conseil de Surveillance et du Comité des Comptes et des Risques qui se sont tenues au cours de l'exercice 2020. Une régularisation de 300 euros a été versée en mars 2021.

TABLEAUX RELATIFS AUX RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX
(issus des recommandations du Code Afep-Medef et de la position-recommandation – doc-2021-02 de l'AMF)

Les Gérants de la Société sont M. Gilles Gobin, la société Sorgema (dont M. Gilles Gobin est Gérant), la société Agena (dont M. Jacques Riou est Président) et la société GR Partenaires. Cette dernière ne se voit attribuer aucune rémunération ni aucun avantage d'aucune sorte au titre de sa fonction de Gérante. Par conséquent, il ne sera présenté aucun tableau la concernant.

RÉMUNÉRATION DE M. GILLES GOBIN

TABLEAU 1 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020 (en euros)	Exercice 2019 (en euros)
M. Gilles Gobin, Gérant		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (cf. tableau 2)	17 741	16 768
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	NA	NA
TOTAL	17 741	16 768

NA : non applicable.

TABLEAU 2 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)
M. Gilles Gobin, Gérant				
Rémunération fixe	0	0	0	0
Rémunération variable annuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération allouée à raison du mandat de membre du Conseil de Surveillance	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature (voiture)	17 741	17 741	16 768	16 768
TOTAL	17 741	17 741	16 768	16 768

NA : non applicable.

TABLEAUX 4 À 11 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF)

M. Gilles Gobin ne bénéficie d'aucun plan d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'actions de performance ou d'actions de préférence et d'aucune rémunération variable pluriannuelle. De plus, M. Gilles Gobin ne bénéficie d'aucun contrat de travail, régime de retraite supplémentaire, indemnité de départ ou contrepartie à un engagement de non-concurrence.

RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ SORGEMA

TABLEAU 1 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020 (en euros)	Exercice 2019 (en euros)
Sorgema, Gérante		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (cf. tableau 2)	1 662 637	1 788 332
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	NA	NA
TOTAL	1 662 637	1 788 332

NA : non applicable.

TABEAU 2 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)
Sorgema, Gérante				
Rémunération fixe ⁽¹⁾	1 662 637	1 665 116	1 644 443	1 650 079
Rémunération variable annuelle	0	0	143 889	0 ⁽²⁾
Rémunération exceptionnelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération allouée à raison du mandat de membre du Conseil de Surveillance	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	NA	NA	NA	NA
TOTAL	1 662 637	1 665 116	1 788 332	1 650 079

NA : non applicable.

(1) La différence entre les montants de la rémunération fixe attribués au titre de N et ceux versés au cours de N s'explique par le fait que la rémunération fixe attribuée au titre de N est définitivement connue en mars de N+1 (i.e. à la date de publication des indices de référence Insee pour le quatrième trimestre de N) et donne, par conséquent et de manière mécanique, lieu à une régularisation en N+1.

(2) Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, et bien que le Groupe n'ait eu recours ni aux aides de l'État ni au chômage partiel, la Gérance a souhaité renoncer à la part variable de la rémunération au titre de l'exercice 2019.

TABLEAUX 4 À 11 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF)

Les tableaux 4 à 11 sont sans objet pour un Gérant personne morale.

RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ AGENA

TABEAU 1 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020 (en euros)	Exercice 2019 (en euros)
Agena, Gérante		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (cf. tableau 2)	712 559	766 428
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	NA	NA
TOTAL	712 559	766 428

NA : non applicable.

TABEAU 2 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)
Agena, Gérante				
Rémunération fixe ⁽¹⁾	712 559	713 621	704 761	707 177
Rémunération variable annuelle	0	0	61 667	0 ⁽²⁾
Rémunération exceptionnelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération allouée à raison du mandat de membre du Conseil de Surveillance	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	NA	NA	NA	NA
TOTAL	712 559	713 621	766 428	707 177

NA : non applicable.

(1) La différence entre les montants de la rémunération fixe attribués au titre de N et ceux versés au cours de N s'explique par le fait que la rémunération fixe attribuée au titre de N est définitivement connue en mars de N+1 (i.e. à la date de publication des indices de référence Insee pour le quatrième trimestre de N) et donne, par conséquent et de manière mécanique, lieu à une régularisation en N+1.

(2) Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, et bien que le Groupe n'ait eu recours ni aux aides de l'État ni au chômage partiel, la Gérance a souhaité renoncer à la part variable de la rémunération au titre de l'exercice 2019.

TABLEAUX 4 À 11 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF)

Les tableaux 4 à 11 sont sans objet pour un Gérant personne morale.

RÉMUNÉRATION DE M. JACQUES RIOU AU TITRE DE SES MANDATS DANS DES FILIALES DU GROUPE

TABEAU 1 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020 (en euros)	Exercice 2019 (en euros)
M. Jacques Riou (au titre de ses mandats dans des filiales du Groupe)		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (cf. tableau 2)	294 292	312 238
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	NA	NA
TOTAL	294 292	312 238

NA : non applicable.

TABEAU 2 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF) – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE GÉRANT

	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)	Montants attribués (en euros)	Montants versés (en euros)
M. Jacques Riou (au titre de ses mandats dans des filiales du Groupe)				
Rémunération fixe	284 444	284 444	298 496	298 496
Rémunération variable annuelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération exceptionnelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération allouée à raison du mandat de membre du Conseil de Surveillance	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature (voiture)	9 848	9 848	13 742	13 742
TOTAL	294 292	294 292	312 238	312 238

NA : non applicable.

TABLEAUX 4 À 11 (NOMENCLATURE CODE AFEP-MEDEF ET AMF)

M. Jacques Riou (Président d'Agena) ne bénéficie d'aucun plan d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'actions de performance, d'actions de préférence et d'aucune rémunération variable pluriannuelle au titre de ses mandats dans des filiales du Groupe. De plus, M. Jacques Riou ne bénéficie d'aucun contrat de travail, régime de retraite supplémentaire, indemnité de départ ou contrepartie à un engagement de non-concurrence.

5.5 Éléments complémentaires

Absence de conflit d'intérêts, d'empêchement et de condamnation

- Aucun lien familial n'existe entre les Gérants et les membres du Conseil de Surveillance.
- Aucun Gérant ou membre du Conseil de Surveillance n'est concerné par un conflit d'intérêts entre ses devoirs à l'égard de Rubis et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs auxquels il serait tenu.
- À la connaissance de Rubis, il n'existe aucun arrangement ou accord conclu entre la Société et les principaux actionnaires, clients, fournisseurs ou autres, en vertu desquels les membres du Conseil de Surveillance ou les Gérants auraient été sélectionnés.
- Aucun Gérant ou membre du Conseil de Surveillance n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, d'une faillite, d'une mise sous séquestre ou d'une liquidation.
- Aucun Gérant ou membre du Conseil de Surveillance n'a fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires.
- Aucun Gérant ou membre du Conseil de Surveillance n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

Absence de contrat liant un membre du Conseil de Surveillance ou un Gérant à Rubis ou à l'une de ses filiales

Il n'existe aucun contrat de service liant les Gérants ou les membres du Conseil de Surveillance à Rubis ou à l'une quelconque des filiales de Rubis.
Aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des Gérants ou des membres du Conseil de Surveillance.

Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe comprennent les entreprises associées (entreprises communes et coentreprises, cf. notes 8 et 9 de l'annexe des comptes consolidés), ainsi que les principaux dirigeants et les membres proches de leur famille.

Les conventions conclues par Rubis avec ses filiales Rubis Terminal, RT Invest, Rubis Terminal Infra et Rubis Énergie font l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées (cf. chapitre 7, section 7.4.3) et sont présentées ci-après. Les

transactions entre la société mère et ses filiales intégrées globalement sont éliminées dans les comptes consolidés.

Il n'existe pas d'autres conventions avec des parties liées.

Conventions réglementées

Les conventions réglementées sont décrites dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

figurant au chapitre 7, section 7.4.3. Elles sont, par ailleurs, explicitées dans la présentation des projets de résolutions figurant dans la Brochure

de convocation à l'Assemblée Générale du 10 juin 2021.

Procédure d'évaluation des conventions courantes

Une charte interne portant sur l'évaluation régulière des conventions libres et réglementées a été mise en place, conformément à l'article L. 22-10-12 du Code de commerce, par le Conseil de Surveillance du 12 mars 2020.

Le Conseil de Surveillance procède à l'évaluation des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales (dites « conventions libres ») lors de leur conclusion, leur modification éventuelle et leur renouvellement. Il s'appuie pour cela sur les travaux du Comité des Comptes à qui il a confié la mission d'examiner si les conventions dont ce dernier est saisi remplissent ou continuent de remplir les critères permettant de les considérer comme libres. Le Comité des Comptes mène cet examen conformément aux principes énoncés dans la Charte interne.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance a examiné les conventions en cours

suivantes dont il a confirmé qu'elles remplissaient les critères permettant de les qualifier de libres :

- convention d'intégration fiscale signée le 9 juin 2006 et ses avenants de mise à jour du périmètre d'intégration fiscale du Groupe ;
- conventions d'avance en compte courant signées avec Rubis Énergie (5 juin 1997), Rubis Terminal (30 juillet 1999) et Rubis Patrimoine (19 octobre 2017) et leurs avenants visant essentiellement à augmenter l'avance en compte courant autorisée ;
- convention de détachement d'un salarié de Rubis Énergie à Rubis SCA pour une durée de huit mois à compter du 1^{er} novembre 2019, dans le cadre de la mise en place d'un plan de reprise du système informatique, ainsi que son renouvellement pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021 ;

- convention de refacturation aux frais réels de matériel informatique entre Rubis SCA et Rubis Énergie du 17 février 2020.

Le Conseil de Surveillance du 11 mars 2021 a examiné les avenants suivants à des conventions courantes et a estimé qu'ils remplissaient les critères permettant de les qualifier de conventions courantes :

- avenant du 13 novembre 2020 à la convention de compte courant signée le 5 juin 1997 entre Rubis SCA et Rubis Énergie ;
- avenant du 13 novembre 2020 à la convention de compte courant signée le 19 octobre 2017 entre Rubis SCA et Rubis Patrimoine ;
- avenant du 12 février 2021 à la convention d'intégration fiscale signée le 9 juin 2006 entre Rubis SCA et Rubis Énergie.

Restrictions concernant la cession par les membres du Conseil de Surveillance et les Gérants de leur participation dans le capital social de Rubis

À la connaissance de Rubis, il n'existe aucune restriction acceptée par les Gérants ou par les membres du Conseil de Surveillance concernant

la cession de leur participation dans le capital social de la Société, à l'exception des règles d'intervention sur les titres Rubis prévues par les

dispositions légales en vigueur (cf. section « Périodes non autorisées » ci-après).

Périodes non autorisées

Des règles prudentielles internes prévoient des périodes non autorisées (« fenêtres négatives »), durant lesquelles la réalisation d'opérations sur les titres Rubis est interdite pour les Gérants, les membres du Conseil de Surveillance, ainsi que pour certains collaborateurs et prestataires

externes. Ces périodes non autorisées débutent 30 jours avant la date prévue de publication des résultats annuels et semestriels et 15 jours avant celle des chiffres d'affaires trimestriels pour s'achever le lendemain de la publication de ces mêmes résultats. Par ailleurs, en tout état de

cause, les opérations sur titres Rubis sont interdites en cas de détention d'une information privilégiée (et jusqu'au lendemain de sa publication).

Opérations sur titres réalisées par les dirigeants mandataires sociaux

À la connaissance de la Société, les Gérants et les membres du Conseil de Surveillance de Rubis ont effectué au cours de l'exercice 2020 les opérations portant sur les titres de la Société présentées ci-dessous.

GÉRANCE ET PERSONNES LIÉES

03/01/2020	• Cession par Sorgema de 6 135 actions Rubis au prix unitaire de 54,3893 €
06/01/2020	• Cession par Sorgema de 2 924 actions Rubis au prix unitaire de 54,0357 €
07/01/2020	• Cession par Sorgema de 3 924 actions Rubis au prix unitaire de 54,2606 €
09/01/2020	• Cession par Sorgema de 13 286 actions Rubis au prix unitaire de 54,6646 €
10/01/2020	• Cession par Sorgema de 5 000 actions Rubis au prix unitaire de 55,3810 €
13/01/2020	• Cession par Sorgema de 18 731 actions Rubis au prix unitaire de 55,0846 €
14/01/2020	• Cession par Sorgema de 17 000 actions Rubis au prix unitaire de 54,8976 € • Cession par Sorgema de 6 768 actions Rubis au prix unitaire de 55,0458 €
15/01/2020	• Cession par Sorgema de 26 232 actions Rubis au prix unitaire de 55,2115 € • Cession par Sorgema de 30 000 actions Rubis au prix unitaire de 55,875 €
16/01/2020	• Cession par Sorgema de 11 995 actions Rubis au prix unitaire de 56,7323 €
17/01/2020	• Cession par Sorgema de 3 580 actions Rubis au prix unitaire de 56,7590 €
20/01/2020	• Cession par Sorgema de 1 357 actions Rubis au prix unitaire de 56,35 €
22/01/2020	• Cession par Sorgema de 23 068 actions Rubis au prix unitaire de 55,8502 €
23/06/2020	• Souscription par Sorgema de 17 623 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par Sorgema de 34 863 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par M. Gilles Gobin de 4 514 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par M. Gilles Gobin de 3 440 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par Magerco de 519 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €*
05/07/2020	• Souscription par Agena de 25 355 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par Agena de 13 553 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par Agena de 3 234 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €* • Souscription par Agena de 42 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €*

* Option pour le paiement du dividende en actions.

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET PERSONNES LIÉES

17/07/2020	• Souscription par M. Hervé Claquin de 2 429 actions Rubis au prix unitaire de 37,37 €*
18/09/2020	• Acquisition par M. Hervé Claquin de 2 717 actions Rubis au prix unitaire de 36,33 €
24/09/2020	• Cession par M. Erik Pointillart de 100 actions Rubis au prix unitaire de 34,18 €
09/11/2020	• Acquisition par M. Hervé Claquin de 3 000 actions Rubis au prix unitaire de 31,7338 €

* Option pour le paiement du dividende en actions.

Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité et utilisations faites de ces délégations

Ce tableau, partie intégrante du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, figure au chapitre 6, section 6.2.4 du présent Document d'enregistrement universel.

Modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Les modalités de participation et de vote des actionnaires aux Assemblées Générales, partie intégrante du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, figurent au chapitre 6, section 6.1.4 du présent Document d'enregistrement universel (page 183). Elles sont détaillées aux articles 34 à 40 des statuts de la Société (qui figurent sur son site internet).

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Parmi les éléments décrits à l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, il n'en existe aucun susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange.

Vérifications spécifiques des Commissaires aux comptes sur le rapport sur le gouvernement d'entreprise

Conformément à la norme NEP 9510 publiée le 7 octobre 2018, les vérifications spécifiques des Commissaires aux comptes mises en œuvre au titre de l'article L. 22-10-71 du Code de commerce sur le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise sont relatés dans le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels figurant au chapitre 7, section 7.4.2 du présent Document d'enregistrement universel.